

# INPRECOR

Numéro 230 du 17 novembre 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

**YUGOSLAVIE**

**Montée des tensions  
nationales et sociales**



**PHILIPPINES**

**Trois interviews  
de dirigeants de la gauche révolutionnaire**



# Tensions nationales et conflits sociaux et politiques

**L**A Yougoslavie et son modèle de société post-capitaliste connaissent des tensions de plus en plus graves. Celles-ci se manifestent à plusieurs niveaux : ceux du système de l'autogestion, de l'économie en crise, des rapports entre les nationalités et entre le pouvoir et la société. Une des manifestations les plus frappantes de ces tensions est constituée par la montée des grèves à laquelle on a assisté cet été, ainsi qu'à l'automne, et qui est traitée dans l'article de A. Udry.

Mais la montée des grèves, signe de la gravité de la crise sociale, ne constitue qu'un des aspects de la situation actuelle. Un des éléments constants et explosifs de la société yougoslave réside dans l'ensemble des questions nationales de ce pays

Catherine VERLA

Fait sans précédent, le congrès de la Jeunesse et celui des écrivains n'ont pas réussi à élire une direction. Preuve, si l'on veut, que le parti ne pouvait en imposer une mais aussi reflet de grandes divergences entre les diverses nationalités.

## LA FRONDE DES JEUNES SLOVÈNES

Ce sont les délégués de Slovénie qui ont le plus troublé le congrès de la Ligue des Jeunesses socialistes yougoslaves, organisation forte de 3,6 millions de membres, dont environ 19 % sont membres de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) qui compte elle-même quelques 2 millions de membres.

Les jeunes Slovènes ont fait quatre propositions :

- abolir la manifestation de jeunes organisée traditionnellement chaque année, le 25 mai, jour de la naissance de Tito, et la remplacer par une marche des jeunes chômeurs. Dans un contexte de chômage croissant (avec plus de 1,1 millions de chômeurs officiellement recensés, soit 15 % de la population active sans y inclure les quelques 800 000 travailleurs yougoslaves en Europe occidentale) qui frappe particulièrement les jeunes, la proposition avait valeur de jugement politique global sur le principal échec du système yougoslave. Alors que le chômage est quasi inexistant en Slovénie, cette proposition aurait pu avoir une portée vers les autres Républiques si elle s'était accompagnée de mesures de lutte contre le chômage, au niveau de toute la Fédération. Mais la proposition avait sans doute davantage une dimension provocatrice à l'égard de la commémoration de Tito, alors que son héritage semble si peu brillant.

- envisager une alternative civile au service militaire. Il s'agissait sans doute là aussi d'afficher une certaine résistance

envers un régime qui a souvent cherché dans des formes d'embrigadement de la jeunesse contre l'ennemi extérieur un palliatif au manque de cohésion interne.

- abolir la peine de mort.

- abolir l'article 133 de la Constitution qui permet de réprimer des citoyens pour « remarques désobligeantes » envers des personnalités.

Ce dernier point n'était pas davantage platonique que les autres. Il intervenait au plein cœur d'une campagne qui allait connaître un heureux dénouement après le congrès : les jeunes communistes slovènes avaient pris la défense de Tomaz Mastnak, un jeune sociologue qui venait d'être inculpé en vertu de cet article de loi ; il avait écrit pour la revue de la jeunesse slovène *Mladina* un article critiquant les dirigeants de Bosnie-Herzégovine pour avoir « exagéré » les mérites de Branko Mikulic, chef du gouvernement fédéral. Ce Croate de Bosnie, de réputation très « yougoslave », a succédé en janvier à Milka Planinc (croate) au poste de premier ministre. Le principe de rotation ethnique du système yougoslave aurait voulu qu'une autre nationalité occupât le poste. Ce sont les critères de « mérite » personnel qui ont, pour la première fois depuis la mort de Tito, pris le devant. Censurée, la revue *Mladina* ne publia pas l'article mais laissa en signe de protestation plusieurs colonnes en blanc.

La radio étudiante prit le relais en donnant la parole à Mastnak et en exigeant une démocratisation du régime. Ironisant sur les mérites de Branko Mikulic, Mastnak souligna la contribution de cette personnalité à la répression dans sa République, où le sociologue Vojislav Seselj avait été condamné à huit ans de prison pour un texte non publié sur les questions nationales (1). Des musulmans intégristes ont subi également de très lourdes peines de prison.

De nombreuses protestations ont

multinationales. C'est de cela que traite l'article ci-dessous. Partant des manifestations des conflits nationaux apparues au cours des trois congrès qui se sont tenus au mois de juin 1986, celui des Jeunesses communistes, celui de l'Association des écrivains et enfin celui du parti dirigeant, la Ligue des communistes de Yougoslavie, l'article aborde cette question dont la lutte des Albanais du Kosovo n'est que l'expression la plus aiguë. Il traite par la suite de ce que peut être la dynamique combinée des questions nationales et sociales actuelles face à un cours politique du régime qui voudrait imposer plus d'austérité et de contraintes marchandes par une recentralisation étatique. ■

soutenu Mastnak et, le 10 juillet dernier, le procureur de Ljubljana a levé l'inculpation contre lui en ces termes : « *En dépit de tous les éléments d'un acte criminel, je ne peux qu'employer le terme 'danger social insignifiant' tel qu'il est inscrit dans l'article 8 section 2 du Code criminel yougoslave et j'ai de ce fait annulé toutes les charges (contre Mastnak)* ».

C'est que, derrière la fronde de la jeunesse slovène, il y a aussi la République slovène et ses particularités. Riche et petite, la Slovénie se protège de tout centralisme qui lui prendrait « trop » pour redistribuer aux plus pauvres, vite taxés de « paresseux » et inefficaces par les Slovènes, et de toute règle qui permettrait à une majorité de lui imposer ses vues par le seul fait de sa force numérique. Les caractéristiques quelque peu centralistes du nouveau Premier ministre attaqué par Mastnak ne sont donc pas populaires en Slovénie. Celle-ci fait, avec la Croatie, un obstacle, jusqu'à présent efficace, à toute recentralisation d'une Fédération devenue très confédérale au cours des vingt dernières années. Et elle protège ce faisant son propre libéralisme politique et économique dont tout le monde n'est pas également bénéficiaire, ainsi qu'en témoignent les grèves et le faible nombre d'ouvriers parmi les adhérents de la LCY dans cette République. Voilà donc la raison d'une victoire rapide contre la répression.

Mais le congrès de la jeunesse, en tant que tel, ne parviendra à aucun accord, sauf sur une résolution contre les « ingérences extérieures ». Face à la montée des inégalités, du chômage et des tensions nationales, personne en son sein, contrairement à ce qui se passait dans la

1. Suite à une campagne de protestations, sa peine fut réduite d'abord à quatre ans et enfin à moins de deux ans. Cf. *Inprecor* numéro 181 du 8 octobre 1984 et 205 du 21 octobre 1985.

jeunesse du parti en 1968 (2), n'était en mesure de proposer une orientation de lutte à la fois anticapitaliste et antibureaucratique dont les dimensions internationalistes seraient essentielles dans un pays multinational comme la Yougoslavie. L'intelligentsia slovène, qui bénéficie du climat politique le plus libéral, protège aujourd'hui ses acquis sans autre programme social que l'expansion du marché slovène, lequel est d'ailleurs davantage tourné vers l'étranger que vers les autres régions de Yougoslavie.

Cette relative coupure entre la Slovénie et les autres Républiques est sans doute accentuée par la langue, ceux qui parlent le serbo-croate ne comprenant pas le slovène. C'est aussi l'une des raisons des marges plus grandes de liberté dont bénéficient les Slovènes au sein de la Fédération : ce qu'ils impriment n'est pas lisible ailleurs, à moins d'être traduit. C'est donc moins dangereux du point de vue des autorités yougoslaves. Mais c'est aussi une limite pour l'intelligentsia de cette République. Cela se reflète plus largement dans le faible impact réciproque des différents points de vue et intérêts existants au sein de la Fédération.

L'absence de liens avec les grèves en cours et de réponse autogestionnaire d'ensemble tant au plan social que national à la crise actuelle met en évidence la limite de la fronde de la Jeunesse communiste slovène. En revanche, grâce à sa position au sein de la Fédération, l'intelligentsia slovène a et peut jouer un rôle d'avant-garde dans des batailles sur le front culturel, dans sa résistance aux diverses formes d'embrigadement de la jeunesse et dans la lutte pour les libertés démocratiques au sein de la Fédération. A défaut de formuler d'elle-même un programme social s'efforçant de concilier les intérêts des diverses Républiques, elle se bat pour que chacun puisse s'exprimer et se défendre. Il n'y a pas d'autre voie pour trouver des consensus acceptables sans brimer les minorités, mais elle n'a pas encore trouvé sur ce terrain le moyen d'élaborer avec les autres une plate-forme commune.

## LES ÉCRIVAINS FACE A LA QUESTION DU KOSOVO

Le congrès des écrivains fut marqué par des limites encore plus directement liées aux conflits entre nationalités, qui se cristallisent aujourd'hui sur la question du Kosovo (3). L'Association des écrivains serbes avait publiquement reproché à ses collègues albanais de ne pas avoir protesté contre ce que des intellectuels serbes ont qualifié de « génocide » contre la population non albanaise minoritaire dans cette province du Kosovo — le terme génocide était utilisé pour souder la population serbe contre les Albanais en déclenchant un réflexe émotionnel.

En 1981, des émeutes avaient éclaté dans la jeunesse de cette région, relayées par des manifestations de masse exigeant le statut de République (au lieu de celui de Province autonome au sein de la Serbie). Elles furent réprimées par les chars.

Le nationalisme albanais fut taxé de contre-révolutionnaire et irrédentiste, accusé de chercher dans une alliance avec l'Albanie à déstabiliser la Yougoslavie.

Cet argument officiel qui a justifié une répression massive contre les Albanais de la province du Kosovo a malheureusement porté dans une population de Slaves du Sud où le mot albanais est souvent une injure et qui est prompt à craindre des conflits déstabilisateurs facilitant sinon une intervention du grand frère soviétique du moins un régime fort en Yougoslavie.

Sur cet arrière-fond, les tristes traditions d'hostilité et de conflit envers les Albanais se sont aisément nourries des informations sur les viols de femmes slaves, les profanations de cimetières et de monuments serbes, les agressions et menaces effectivement perpétrées contre les familles de Serbes et de Monténégrins. Plusieurs centaines de ces familles, c'est-à-dire plusieurs milliers de personnes, ont dû quitter la région depuis 1983.

Pour comprendre les dimensions culturelles et affectives du problème du Kosovo, il faut savoir que cette province relève du prestigieux passé serbe : la région fut le lieu de très grandes batailles et victoires des Serbes dans leur propre lutte de libération nationale contre leurs oppresseurs turcs. Ce passé signifie aussi que les Serbes de la région ne sont pas des envoyés « grands serbes » parachutés d'en haut : les familles qui habitent là y sont enracinées depuis des siècles. Malheureusement, il n'y a guère de mélange entre les Slaves et les Albanais qui n'ont ni le même niveau culturel, ni la même langue, ni les mêmes traditions.

La position sociale des Slaves est de fait meilleure. 90 % des chômeurs du Kosovo sont albanais, alors que ces derniers représentent 78 % de la population locale. L'encadrement de la province s'est albanisé, mais cela même est une source de tensions considérable, car la bureaucratie des régions pauvres est particulièrement arrogante et primaire. Celle du Kosovo a été très rapidement promue dans l'appareil au cours des années 1960 et a étalé ses privilèges matériels de nouveaux riches particulièrement choquants dans cette région très pauvre. En même temps, les villages autrefois serbes ont été albanisés à un rythme accéléré au cours de la dernière décennie (changement de noms, changements d'écoles) dès que la population y était majoritairement albanaise. Du coup les Serbes se sont opposés à l'emploi d'Albanais dans les villages où ils sont encore majoritaires. Mais l'albanisation de cette région est un fait irréversible. Il pose nécessairement la question des rapports avec l'Albanie voisine.

La réunification avait été envisagée en 1945, dans le cadre d'une Fédération socialiste des Balkans qui aurait notamment inclut l'Albanie. L'hostilité de Staline envers un projet dont il ne contrôlait pas la dynamique, puis la rupture avec le Kremlin en 1948 ont signifié aussi la stalinisation des directions de tous les

Etats voisins de la Yougoslavie et le renoncement au projet de large Fédération (ou de confédération d'Etats, le dirigeant communiste bulgare Georgi Dimitrov avait souligné en 1947 que le débat sur la forme étatique restait ouvert entre les intéressés). Les Albanais du Kosovo furent la seule population ouvertement hostile au nouveau régime yougoslave. Les tensions entre Belgrade et l'Albanie stalinienne d'Enver Hodja signifiaient également un dur contrôle policier des autorités yougoslaves sur la population de la province jusqu'au milieu des années 1960.

Il n'est pas facile de savoir ce que souhaitait cette population en 1981, derrière la revendication de République, et ce qu'elle souhaiterait aujourd'hui : on ne le lui a pas vraiment demandé. L'hostilité au régime yougoslave avait aussi été une hostilité politique au communisme et ceci pèse encore lourdement aujourd'hui dans les défiances de la gauche serbe envers les Albanais du Kosovo. Aussi l'on ne peut affirmer que le « communisme » albanais serait plus populaire, du moins dans la paysannerie. En effet, l'absence de liberté religieuse et les intolérances connues du voisin albanais ne sont guère attrayantes. En revanche, l'aspect égalitaire et la dimension ethnique jouent en sens inverse.

Dans les faits, le statut d'autonomie du Kosovo dans le cadre yougoslave, l'aide socio-économique et les libertés culturelles jouent un rôle évidemment important dans l'évolution des consciences. Or, les réformes sur la place des Républiques et des Provinces dans la Fédération au milieu des années 1960 ont considérablement amélioré les droits et le statut des Kosovars (habitants du Kosovo, n.d.r.), notamment après les manifestations de 1968 où ils réclamaient déjà le statut de République. Les écoles, les publications, l'université de Pristina se sont développées en langue albanaise. Le droit d'entretenir des relations culturelles directes avec l'Albanie voisine fut accordé jusqu'au tournant opéré après les émeutes de 1981. Il y eut des programmes de radio et de télévision com-

2. On parle en Yougoslavie des « soixante-huitards » pour désigner ceux qui ont participé au Juin 1968, qui vit les occupations d'universités et les manifestations anti-impérialistes notamment en Serbie (le mouvement a également touché les principales universités des autres Républiques). Les revendications des étudiants, inspirés par les idées de leurs professeurs marxistes de gauche de la revue *Praxis*, étaient : l'autogestion de bas en haut, contre les inégalités, le chômage et le développement d'un enrichissement privé que la réforme libérale marchande entamée en 1965 avait favorisés, contre les privilèges bureaucratiques, pour un socialisme démocratique. Dans le procès des six intellectuels de Belgrade (cf. liste d'articles publiés dans *Inprecor*), plusieurs inculpés étaient des soixante-huitards. Sur l'évolution du système yougoslave, voir notamment *Quatrième Internationale* numéro 19, décembre 1985, et le dossier publié dans *Inprecor* numéro 75 du 17 avril 1980.

3. Sur le Kosovo, cf. notamment les articles publiés dans *Inprecor* numéro 104 du 22 juin 1981 et dans *Quatrième Internationale* numéro 9, 1982, sur les questions nationales.

muns ainsi que d'autres échanges culturels et économiques.

## UNE PROVINCE ARRIÉRÉE

La province du Kosovo a été et reste considérée comme prioritaire dans l'aide allouée par le fonds fédéral ; la très grande majorité des investissements de cette région est financée par une telle aide (de ce fait découle l'idée répandue dans les autres parties de la population yougoslave qu'il s'agit d'une nationalité d'assistés). Si de tels droits et de telles ressources financières ont existé, alors pourquoi les émeutes ?

D'abord, cette aide a été un échec. Elle fut gérée de façon aberrante et improductive par la bureaucratie (albanisée) de la province. Celle-ci est marquée par un développement culturel inadapté à des techniques qui peuvent être efficaces en Slovénié ; en outre, le taux de natalité y est très élevé (« volontairement élevé » disent les Serbes) : il y a sept enfants en moyenne par famille albanaise — contre trois dans les autres républiques pauvres et deux dans le reste de la Fédération. Avec une population très nombreuse dont la moitié a moins de vingt ans, la priorité devait être donnée à l'emploi, donc à la diffusion de techniques adaptées à cet objectif, c'est-à-dire fortement utilisatrices de main-d'œuvre. Or, outre d'aberrantes dépenses de prestige, on a implanté au Kosovo des industries automatisées. Enfin, l'agriculture d'autosubsistance, très peu productive, prédomine encore. Dès lors, l'écart de la province à la moyenne yougoslave en terme de Produit social par habitant s'est régulièrement accru, compte tenu des écarts démographiques et d'une moindre efficacité des investissements.

Le taux de chômage, dont on a dit qu'il était quasi inexistant en Slovénié et de quelques 15 % en moyenne yougoslave, est de près de 50 % au Kosovo. L'université de Pristina, ville qui a le plus fort taux d'étudiants de toute la Yougoslavie, fabrique des chômeurs. Voilà une cause profonde des émeutes de cette jeunesse qui est par ailleurs mal accueillie dans les autres Républiques, puisqu'elle n'est pas de langue slave. L'idée que les choix d'investissements ont correspondu à des intérêts autres que ceux de la population pouvait trouver un relais dans la revendication d'une plus grande indépendance de gestion avec le statut de République. Le passif, le passé ont fait le reste, tandis que les autorités redoutaient que de la République l'on passe au droit de sécession.

Il n'était pourtant pas exclu au tournant des années 1980 que les Albanais de cette région estiment avoir davantage de possibilité d'améliorer leur situation au sein de la Fédération yougoslave plutôt qu'en Albanie. Pour les minorités slaves de la province, cela aurait été un moindre mal. Mais il fallait pour cela qu'elles perdent leur logique et leur mentalité de privilégiés et de propriétaires du Kosovo et qu'elles soutiennent la revendication de République en y défendant leurs propres droits de minorités.

Nationalité	Nombre de membres du parti	Part des communistes dans la population (en %)
Serbes	997 323	12,26
Croates	310 096	7,00
Musulmans	169 984	8,50
Slovènes	112 391	6,40
Albanais	80 070	4,62
Macédoniens	141 479	10,54
Monténégrins	114 191	19,78
Hongrois	27 546	6,43
Yougoslaves	137 878	11,33
Autres	26 125	3,24
Total	2 117 083	9,44

Source : Radio Free Europe, 25 juin 1982.

C'est au contraire par la répression, la censure et la régression des rapports avec l'Albanie que les autorités yougoslaves ont répondu depuis 1981 aux manifestants, provoquant un nationalisme serbe frisant le racisme et, en retour, la montée des violences contre les Slaves, ce qui les incite à quitter la région. « *Montée des violences* » ne signifie pas génocide. Mais dans le climat très émotionnel qui règne sur cette question, il est difficile de démêler le vrai de la rumeur. La presse de Belgrade a récemment témoigné d'un plus grand effort d'objectivité pour tenter d'apaiser les tensions. Un article du journal *Interview* du 29 août dernier donnait les résultats d'enquêtes sur les violences en Yougoslavie, montrant notamment que le nombre de viols recensés au Kosovo était inférieur à la moyenne de tout le pays.

Mais la violence est indéniable. Et quand elle est exercée contre des familles entières simplement en raison de leur nationalité, il est clair que l'effet pratique est de souder en bloc la population serbe, toutes tendances politiques confondues, derrière son aile la plus réactionnaire, alors qu'il aurait été crucial d'y trouver un soutien à la cause des Albanais du Kosovo. La légitimité de cette cause et de la responsabilité de la gestion et de la répression bureaucratiques dans le développement de la violence ne font cependant aucun doute.

Le mouvement des Slaves du Kosovo a pris de plus en plus d'ampleur dans les derniers mois : des manifestations regroupant plusieurs milliers de Serbes et Monténégrins, des délégations et des pétitions émanant de toute l'intelligentsia serbe (gauche marxiste de l'ex-revue *Praxis* incluse) (4) se sont multipliées auprès des autorités du pays pour leur demander de protéger leurs compatriotes contre le « génocide ». Et ces manifestations n'ont jamais demandé en même temps la libération des centaines d'Albanais réprimés depuis 1981 ni défendu clairement leur droit à l'autodétermination. Pire, l'autonomie de la province du Kosovo au sein de la Serbie a été de plus en plus contestée par les nationalistes serbes. Récemment, des voix se sont même explicitement élevées au sein de la direction serbe pour défendre une logique de colonisation du Kosovo dans le cadre d'un retour massif des Slaves et d'une

subordination totale de la région à la République serbe. Les désaccords sur cette question sont désormais publics au sein des autorités du régime.

C'est dans ce contexte que l'Association des écrivains serbes a soutenu la candidature de Miodrag Bulatovic (un des principaux animateurs du mouvement des Serbes au Kosovo) à la présidence de l'Association yougoslave. Mais plusieurs associations des autres Républiques se sont opposées à cette candidature d'un nationaliste rétrograde par son dénigrement de toutes les autres cultures. Le quotidien *Vjesnik* de Croatie a attaqué Bulatovic pour ses vues « unitaristes » et a souligné que, si ce dernier défendait ses collègues serbes, il restait passif face à la répression des écrivains albanais au Kosovo et assimilait les Macédoniens à des Serbes.

Bulatovic a également été accusé d'avoir insulté la langue et la culture slovènes et offensé les Croates en les décrivant dans ses livres comme des gens inspirés par le fascisme, l'extrémisme et le terrorisme. L'Association des écrivains serbes ayant maintenu cette candidature provocatrice, le congrès n'est pas parvenu à un accord. On ne peut sous-estimer la gravité de ces tensions dans un milieu comme celui des écrivains dont on pourrait attendre qu'il s'oppose avec une égale fermeté à l'oppression d'une quelconque nationalité par une autre.

Qu'en a-t-il été au congrès de la LCY ?

## LE CONGRES DE LA LCY : UN INFLÉCHISSEMENT CENTRALISTE

A première vue, le 13e congrès de la LCY a été aussi peu productif que le précédent de 1982. Il a pourtant connu un très grand renouvellement des membres de la direction, dans le même sens que les congrès nationaux qui l'ont précédé dans les diverses Républiques et Provinces. Sur 165 membres, 127 sont au comité central pour la première fois et sur les 24 membres du nouveau praesidium, 4 seulement étaient dans le précédent.

L'interprétation de ces résultats dans l'immédiat est toujours délicate, mais on peut souligner le grand rajeunissement des nouvelles directions et, au moins dans les zones agitées par des conflits nationaux, Croatie et Kosovo, une mise à l'écart de cadres nationaux au profit de personnalités à poigne et plus « yougoslaves » indépendamment de leur origine nationale. La récente promotion en Croatie de Stipe Suvar, de triste réputation par ses pratiques de censure et de répression des gens pour leurs idées, en est un indice, tout comme les caractéristiques mentionnées plus haut du nouveau Premier ministre dont on dit

4. Il est surprenant et triste que Mihailo Markovic, Ljuba Tadic et Zaga Golubovic, plus tard rejoints par Milan Kangrga, ex-éditeurs de la revue philosophique *Praxis*, aient pu signer une pétition qui accuse les autorités de « trahison nationale » au Kosovo ou encore de « capitulation » devant le « génocide » des Albanais.

## ARTICLES D'« INPRECOR » SUR LA YOUGOSLAVIE

— « Le système yougoslave face à ses impasses », Catherine Verla, numéro 41-42 du 30 décembre 1979.

— « Les grandes étapes du système Yougoslave », Catherine Verla, numéro 75 du 17 avril 1980.

— « Après les émeutes du Kosovo », Catherine Verla, numéro 104 du 22 juin 1981.

— « Débats autour de la nouvelle réforme économique », Catherine Verla, numéro 164 du 9 janvier 1984.

— « De la rupture avec Staline à l'association avec le FMI », Michèle Lee, numéro 181 du 8 octobre 1984.

— « Les enjeux du procès de Belgrade », Branko Krizman, numéro 188 du 21 janvier 1985.

— « Crise économique et réveil de la classe ouvrière », Michèle Lee, numéro 205 du 21 octobre 1985.

— « Socialisme, démocratie et l'avenir de la Yougoslavie », Milan Nikolic, numéro 209 du 16 décembre 1985. ■

qu'il est Croate comme Tito l'était, c'est-à-dire Yougoslave d'abord. Le parallélisme des évolutions dans les institutions du Parti et de l'Etat confirme cette impression d'un infléchissement centraliste bureaucratique qui impliquera nécessairement conflit avec les Républiques et le système d'autogestion.

Le principal rapport du congrès était centré sur l'incapacité actuelle du parti à être un facteur d'« intégration » des réalités nationales et de « mobilisation » de la classe ouvrière « contre le bureaucratisme et la perversion de l'Etat », car les organisations du parti « sont elles-mêmes partie prenante de la structure pervertie de l'Etat » (rapport de Zarcovic, président en fonction, cf. *Tanjug*, 25 juin 1986). Les critiques et les désaccords ont été publics. L'appel à l'unité, au dialogue avec la base, au rejet du dogmatisme et au renforcement de l'autogestion n'ont pas manqué comme de coutume. Mais il n'y eut aucune expression claire des orientations alternatives, sous forme de plate-forme ou d'analyse, en dépit des désaccords manifestes. La base du parti s'est fort peu fait entendre et le congrès a été perçu pour ce qu'il a été : une réunion déclamatoire d'où rien de concret n'est sorti.

En revanche, le congrès a de fait entériné les mesures prises deux jours avant son ouverture : gel des prix et des salaires impliquant une mise sous tutelle globale de l'autogestion et une redéfinition (en cours) des droits constitutionnels de l'autogestion, d'une part, et, d'autre part, une atteinte au statut égalitaire des différentes nationalités. Les Albanais n'ont, pour une période indéterminée, plus le droit d'acquérir les propriétés laissées par les Serbes et les Monténégrins au Kosovo. C'est faire du Kosovo la propriété privée des Slaves et traiter, au plan légal, les Albanais en citoyens de seconde catégorie.

Par ailleurs, le gouvernement serbe vient d'adopter un amendement au Code pénal de cette République, permettant de considérer comme atteinte à la sécurité de l'Etat des délits jusque-là qualifiés de droits communs (atteinte à la propriété, viol, vol, meurtre), lorsqu'il s'agit d'actes contre des personnes de nationalités différentes de celle du

criminel. Cette transformation qui n'est pour l'instant applicable qu'en Serbie (bien que certains politiciens veuillent qu'elle devienne fédérale) est évidemment aujourd'hui directement destinée à amplifier la répression contre les Albanais.

Pour autant, on ne peut faire de jugement à l'emporte-pièce sur ce qu'est le régime yougoslave. Il y aura des conflits croissants entre les autorités du pays et les nationalistes serbes, comme avec tout mouvement social ou national indépendant.

Comment caractériser, en effet, la « politique nationale » du régime ?

### LE RÉGIME YOUGOSLAVE ET SES QUESTIONS NATIONALES

On ne peut prétendre ici faire une étude exhaustive d'un tel sujet. Nous ne livrerons ici que quelques points de notre interprétation globale.

On trouve en Yougoslavie des appréciations radicalement contradictoires du même régime y compris chez d'anciens partisans communistes, pour prendre en exemple des gens qui partagent un minimum de critères communs. Certains ont d'abord perçu la révolution comme une alliance profondément solidaire de toutes les nationalités dans une dynamique de dépassement des points de vue nationaux. Tel était l'attitude dominante chez les collaborateurs de l'ancienne revue *Praxis*, qui ont souvent dit que la transformation de la Yougoslavie au cours des vingt dernières années (dans un sens d'accentuation des pouvoirs des Républiques en même temps que des rapports marchands) a été une trahison des idéaux de la révolution, une façon de flatter le nationalisme et de céder aux pressions des régions riches en renonçant aux principes égalitaires pour ne pas donner à l'autogestion une réalité fédérale. Le nationalisme, comme le libéralisme économique, a, suivant cette interprétation, été valorisée par le régime pour éviter de réaliser une véritable démocratie ouvrière.

C'est vrai, mais c'est sans doute insuffisant, car c'est ne retenir de la réforme marchande et des transformations de la Fédération que leur dimension de manipulation bureaucratique. C'est une critique insuffisante et partielle des

vices de la planification au niveau régional et national des années 1950, ce qui nourrit en retour l'idée fautive selon laquelle la prise en compte des droits nationaux ne pouvait que s'identifier avec l'extension de la décentralisation marchande. C'est enfin estimer que la question nationale ne survit dans la société post-capitaliste qu'en raison de la bureaucratie.

D'autres communistes ont vécu la même révolution comme la promesse d'une reconnaissance des droits nationaux, comme la possibilité enfin réalisée d'une affirmation des différences dans une certaine union librement consentie. Ils ont donc, à l'inverse des précédents, considéré les vingt premières années du régime, comme une trahison des promesses de la révolution, quoiqu'il ne s'agisse pas des mêmes. Ils ont dénoncé le trop grand centralisme de la planification et la subordination des Etats à la Fédération. Sur ces bases, ils ont pu soutenir de façon acritique le mouvement nationaliste croate, indépendamment de ses revendications socio-économiques, alors que les intellectuels de *Praxis*, notamment en Croatie, dénonçaient ce même mouvement. Ce n'est là qu'une indication de la très grande diversité qui existe actuellement en Yougoslavie dans les visions souvent révisées de l'histoire de ce pays.

Cela renvoie à une vraie complexité de la révolution yougoslave où la question nationale avait plusieurs facettes tout en se combinant aux questions sociales et politiques de l'heure. Toutes les populations, riches et pauvres de l'actuelle Yougoslavie, ont eu à souffrir historiquement de l'oppression de grandes puissances extérieures (ottomane dans le Sud-Est paupérisé et jusqu'en Serbie ; austro-hongroise en Croatie, Slovénie et Vojvodine). Mais l'entre-deux guerres avait donné à la royauté serbe, forte de son armée, le rôle de relais intérieur de la domination semi-coloniale des capitaux étrangers sur le jeune Etat yougoslave. Les partisans organisés par les communistes yougoslaves allaient donc diriger une lutte de libération nationale et sociale contre la dépendance extérieure et contre l'oppression intérieure perpétrée par la bourgeoisie serbe.

La guerre fut une très sanglante lutte fratricide en même temps que guerre civile. Les oustachis croates liquidaient les Serbes, les musulmans et les communistes croates, pendant que les chetniks, partisans de la royauté serbe, réprimaient les Croates, les Albanais et s'alliaient volontiers avec les fascistes contre les partisans serbes. L'armée populaire de libération dirigée par les communistes fut la seule à regrouper des combattants de toutes les nationalités sur la base d'une structure fédérative et de la promesse d'une libre association des différentes populations dans une Yougoslavie libérée de l'oppression étrangère et de la domination néo-coloniale. Mais la structure même d'une telle fédération résultait du compromis entre de multiples intérêts conflictuels.

Les aspirations nationales, dès lors

qu'elles se traduisaient sur un plan territorial se heurtaient rapidement à des réalités hétérogènes sur le plan ethnique (sauf en Slovénie) et prenaient rapidement un contenu oppresseur contre les minorités locales — une population opprimée pouvant à son tour devenir dominante et imposer sa culture. La Bosnie-Herzégovine, par exemple, était à la fois revendiquée par les Serbes et par les Croates. Elle a conquis dans le régime post-révolutionnaire un statut de République, reconnaissant la spécificité ethnique des musulmans bosniaques et évitant par là d'avoir à trancher le dilemme d'appartenance entre Croates et Serbes. Mais le mode de fonctionnement du fédéralisme lui-même ne coulait pas de source.

## QUEL FÉDÉRALISME ?

Au cours des deux premières décennies du régime, surtout à ses débuts, il y eut une politique d'industrialisation accélérée des régions les plus pauvres, qui connaissaient un surpeuplement rural parmi les plus forts en Europe. Une telle politique ne s'est jamais faite en appauvrissant les régions riches, qui ont continuellement amélioré leur niveau de vie, mais en ralentissant leur rythme de croissance par une redistribution fédérale des ressources.

La mesure exacte de ces transferts est difficile et les arguments statistiques souvent douteux, car il faudrait prendre en compte une structure des prix globalement défavorable aux régions pauvres qui ont fourni à très bas prix l'énergie et les matières premières aux autres. Ce qui est important, c'est que les républiques riches, en tous cas leurs représentants, ont constaté qu'on centralisait leurs ressources pour une politique dont l'efficacité n'était pas toujours évidente et avec une insuffisance de débat et de contrôle public. Le caractère trop centraliste et bureaucratique des structures de l'Etat et les mécanismes de la planification ont de fait suscité de très fortes tensions à la fin des années 1950.

Depuis le milieu des années 1960, la représentation des Républiques et Provinces s'est transformée — en même temps que le système socio-économique — en tendant vers des structures plus confédérales (5). On a favorisé le fonctionnement au consensus, en accordant un véritable droit de veto à chaque République (chacune représentée en nombre égal quelles que soient la taille et la richesse) sur les questions que ses représentants jugent essentielles. Depuis 1968, les congrès républicains élisent leurs représentants avant le congrès fédéral (à l'opposé de la pratique soviétique) et l'encadrement correspond aux nationalités des républiques concernées.

Face à cette évolution, les intellectuels serbes développent aujourd'hui de plus en plus une interprétation très influencée par la vision des anciens partisans du roi (les *chetniks*) : ils s'appuient sur le fait que le Komintern avait défendu une logique séparatiste dans l'ancienne Yougoslavie pour estimer que l'actuel

régime a été le prolongement d'une même ligne anti-serbe au profit des républiques riches (Slovénie et Croatie). Kardelj (slovène) et Tito (croate), les deux principaux leaders du régime jusqu'à leur mort au tournant de la décennie 1980, ont été, disent-ils, les artisans d'une transformation volontaire de la Fédération yougoslave au détriment des Serbes : la représentation égalitaire quelque soit le nombre implique évidemment une surreprésentation des petits et une sous-représentation des grands.

La Serbie est en outre comptée parmi les républiques riches dans la distribution de l'aide, alors qu'elle est restée en-dessous de la moyenne yougoslave depuis la révolution. Les Monténégrins et les Macédoniens ont été différenciés de la Serbie avec leurs propres unités étatiques. Enfin, la Serbie est la seule République dotée de deux Provinces autonomes (Vojvodine et Kosovo) qui ont acquis des droits considérables sur le plan économique et culturel dans la dernière décennie, échappant d'autant à tout contrôle des Serbes, alors que les minorités serbes en Croatie ou au Kosovo n'ont pas les mêmes droits.

Tout ceci est vrai. Mais c'est une sélection de faits qui biaise l'interprétation d'ensemble en ne soulignant ni le caractère hypercentraliste du régime à ses débuts, ni la répression des nationalistes croates en 1971, ni le fait que toutes les républiques non serbes sont favorables à l'affirmation de leurs droits, même si elles divergent sur les questions socio-économiques. De façon plus large, cette interprétation isole non seulement la question nationale des questions sociales, mais retient en outre une question nationale parmi beaucoup d'autres comme seul éclairage de ce qu'a été la politique du régime.

Les nationalistes croates procèdent généralement de façon parfaitement symétrique pour dénoncer le caractère « grand serbe » du régime. Les faits sont tous sujet à interprétation, comme les statistiques ! Mais ce qui permet de penser qu'une approche est erronée, c'est qu'elle ne permet pas de rendre compte et d'interpréter de grands conflits et bouleversements que le système a connu. De toute évidence, il est possible d'intégrer ce qu'il y a de vrai à la fois dans les reproches exprimés par les nationalistes serbes et par les Croates. Mais il faut pour cela une vision plus large que la leur pour comprendre un régime qui a d'abord été celui d'un parti et d'un pouvoir politique.

## LA DIRECTION COMMUNISTE ET LA QUESTION NATIONALE

On peut en effet difficilement nier la réalité et le progrès des droits nationaux reconnus en Yougoslavie. Mais la question nationale a toujours été traitée de manière éminemment tactique par les dirigeants communistes yougoslaves. D'abord profondément sous-estimée, en dépit des critiques du Komintern dans les années 1920, surtout dans la partie serbe souvent en conflit avec les communistes de

Croatie, au profit d'une approche ouvriériste dominante, elle fut intégrée à part entière au programme du parti avant la Deuxième Guerre mondiale. Le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession fut reconnu aux diverses nationalités de la région dans le cadre d'une union fédérative volontaire. Et ceci fut une condition fondamentale pour la victoire des partisans, autrement dit de la légitimité de leur pouvoir. D'où une sensibilité particulière de cette direction, elle-même de composition ethnique hétérogène, aux pressions nationales.

Mais c'est le pouvoir politique qui devint l'essentiel. Sa forme nationale et ses caractéristiques socio-économiques ont été subordonnées à un objectif de préservation et de consolidation de ce pouvoir politique. Les tournants institutionnels furent donc des réponses pragmatiques et bureaucratiques à des pressions sociales et nationales qui se sont manifestées avec force : il y a eu à chaque fois combinaison de répression et de concessions, au moins jusqu'au tournant des années 1980 (6).

## LUTTES NATIONALES, LUTTES SOCIALES, LUTTES POLITIQUES

Ainsi, la difficulté de jugement global sur la réforme de 1965 tient à ce qu'elle fut à la fois un démantèlement du mode de planification, qui étouffait tant l'autogestion que les républiques dans les années 1950, et une extension qualitative des rapports marchands favorables aux régions riches et aux couches technocratiques au sein des entreprises. D'où les conflits sociaux et nationaux qui n'ont pas été nécessairement convergents entre 1968 et 1971 et qui ont affecté toutes les républiques, pauvres et riches, de façon différente.

Cela explique les caractéristiques du tournant de 1971 : à la fois coup d'arrêt à l'extension des rapports marchands, renforcement des droits de l'autogestion contre les technocrates, mais aussi après avoir réprimé les nationalistes croates, serbes et albanais, extension des droits des Républiques et des Provinces, pauvres et riches, avec pour contrepartie l'accentuation de la répression politique de tout mouvement indépendant.

Une des caractéristiques de chaque tournant a donc été jusqu'en 1980 — tant que Tito et Kardelj étaient à la tête du régime — d'augmenter les droits locaux sans véritable démocratie politique d'ensemble. C'est la raison profonde qui aboutit à une défense de chacun pour soi.

5. Il faut néanmoins remarquer que, dans le parti, l'armée a le même statut que chacun des partis républicains, avec un représentant au Praesidium, ce qui vient rappeler la réalité fédérale.

6. Ce fut notamment le cas avec le mouvement croate de 1971. Celui-ci fut réprimé mais ensuite des revendications majeures qu'il avait mis en avant furent accordées (augmentation des pouvoirs économiques de chaque République et de ses banques, notamment dans le contrôle des devises et la gestion du commerce extérieur, renforcement des pouvoirs politiques au détriment de la Fédération).

Région	Transferts du budget fédéral	Contributions au fonds fédéral (milliards de dinars)	Sommes reçues du fonds fédéral		Proportion de transferts et sommes nettes reçues dans le PMB (en %)	Transferts et sommes nettes reçues par tête d'habitant (dinars)	Proportion de sommes nettes reçues dans l'investissement (a)	Investissements production dans le secteur social		
			Brut	Net				Proportion d'investissements totaux dans le PMB (b)	Par tête d'habitant (dinars)	Pourcentage de la moyenne yougoslave
Région moins développées	3,380	1,465	6,618	5,513	9,3	1,127	23,5	38,3	2,836	84
Bosnie-Herzégovine	1,357	824	2,146	1,322	5,2	683	11,1	39,3	3,022	89
Kosovo	1,056	132	2,200 (c)	2,068	34,5	2,287	71,7	51,0	2,112	62
Macédoine	619	383	1,515	1,132	7,4	1,012	27,0	28,2	2,420	71
Monténégro	348	126	757	631	12,9	1,774	27,3	47,3	4,605	136
Régions plus développées	—	5,153	—	—	—	—	-10,2	26,8	3,702	109
Croatie	—	1,780	—	—	—	—	-11,1	25,4	3,582	106
Serbie	—	1,528	—	—	—	—	-10,7	25,4	2,672	79
Slovénie	—	1,152	—	—	—	—	-9,2	31,8	7,069	208
Vojvodine	—	693	—	—	—	—	-9,4	25,8	3,756	111
Yougoslavie	—	6,618	—	—	—	—	—	29,4	3,392	100

Source : calculé par la Banque mondiale sur la base de données publiées sur le Produit matériel brut (PMB) et de dispositions légales concernant les attributions budgétaires exprimées en pourcentages du PMB. Le Produit matériel brut (PMB) représente la totalité des secteurs productifs et des services directement liés à la production.

a. Ici « investissement » signifie des investissements dans les activités productives du secteur social

b. Les investissements totaux ont été désagrégés par région sur la base de la part de chaque région dans les activités productives du secteur social.

c. Comprend une part anticipée de 307 milliards de dinars.

Aujourd'hui, une série de points d'interrogations planent sur la Fédération yougoslave. Comment vont se combiner les tensions nationales avec la montée des grèves face aux nouvelles mesures d'austérité ? Les luttes nationales et sociales en Yougoslavie passeront-elles par l'éclatement de la Fédération ? Et croit-on qu'une logique sécessionniste favoriserait le développement de réponses socialistes à la crise actuelle ?

Le cas du Kosovo, pour les raisons évoquées précédemment, doit être traité à part. Si la répression contre les Albanais s'accroît encore et que par là même s'accroît la difficulté de lutter pour l'amélioration de leur sort dans le cadre yougoslave, une logique sécessionniste dans les pires conditions de guerre civile s'imposera. Il est de la responsabilité de la gauche yougoslave, serbe en tout premier lieu, de se battre pour la libération de tous les prisonniers politiques albanais tout en rejetant la violence entre nationalités, de réclamer l'ouverture de négociations avec le régime albanais pour améliorer en commun la situation nationale et sociale de la population albanaise toute entière, tout en préservant les droits — et non les privilèges — des minorités slaves qui vivent dans cette région.

Dans l'ensemble, l'éclatement actuel de la Fédération yougoslave serait négatif mais ne peut être combattu sans démocratisation radicale. Un tel éclatement renforcerait l'emprise d'un cours néostalinien sur les régions pauvres. Il créerait davantage de problèmes qu'il ne pourrait en résoudre entre Serbes et Croates répartis sur un territoire qui recouvre la Serbie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Il soumettrait davantage les régions riches à l'emprise des multinationales et favoriserait globalement la remise en cause des droits autogestionnaires qui légitime

ment encore les luttes ouvrières.

Nulle part, dans aucune république, les courants et manifestations nationalistes n'ont pour l'instant exprimé de revendications visant, ne serait-ce que dans leur république, une effective démocratie nationale et sociale, garantissant notamment aux autres nationalités le respect de leurs droits et de leurs cultures et permettant à l'autogestion ouvrière d'avoir une réalité. Aussi devons-nous très clairement distinguer le soutien aux droits nationaux, le droit d'expression de tous les points de vue, d'une part, et, de l'autre, la montée des chauvinismes nationaux rétrogrades qu'il faut combattre.

Les idées séparatistes ont fait leur chemin au cours de la dernière décennie. Jusqu'à quel point sont-elles populaires dans la classe ouvrière ? Des enquêtes sociologiques n'ont jamais mis en évidence de tels sentiments — mais l'autocensure peut jouer tant du côté des enquêteurs que des enquêtés, sur un sujet aussi brûlant.

Les grèves, particulièrement nombreuses en Slovénie et en Croatie dans le passé et aujourd'hui, n'ont jamais laissé apparaître de revendications nationalistes, même à l'époque du grand développement du mouvement croate, en 1968-1971. Les conflits étaient tournés dans leur immense majorité contre les directions locales d'entreprises. Et dans la période récente, elles sont centrées sur les questions de niveau de vie (cf. l'article de A. Udry). Mais ces luttes ont été jusqu'alors courtes et locales, justement d'ailleurs parce qu'elles étaient efficaces en restant courtes et locales.

Rien ne permet d'en conclure que des explosions plus larges et plus longues ou un mécontentement politique ne prendraient pas une forme d'expression nationaliste aujourd'hui. A l'occasion de manifestations sportives ou artistiques, le

chauvinisme populaire éclate de plus en plus fréquemment, notamment dans la jeunesse. La force de solidarité des ouvriers est-elle suffisante pour contrer tout ce qui dans la période écoulée depuis la révolution a atomisé la classe ouvrière, l'a compartimentée socialement et culturellement ? Qui peut le savoir ?

On assiste sans doute à une nouvelle période dans l'histoire du régime yougoslave. Pressée par le Fonds monétaire international (FMI) et les créanciers occidentaux, avec une dette extérieure qui reste supérieure à 20 milliards de dollars, la direction yougoslave s'efforce d'imposer une recentralisation économique qui se heurte frontalement aux droits acquis par les Républiques et par l'autogestion, inscrits dans la Constitution de 1974. Il est difficile de savoir quel sera le scénario des modifications introduites et des réactions.

La remise en cause des droits constitutionnels de l'autogestion sur la fixation des prix et des revenus pourrait-elle provoquer une révolte ouvrière (dont la dynamique serait alors l'unification fédérale des luttes) ? Tout dépend des mesures socio-économiques qui accompagneraient éventuellement de telles modifications. Si, comme le nouveau Premier ministre l'a annoncé, il s'agit d'imposer aux travailleurs une austérité acru pour « *dégager des ressources pour l'exportation* », l'explosion sociale peut être massive et transcender les frontières nationales. Si tel était le cas, on ne pourrait exclure que, face à de tels mouvements, une militarisation du régime par des courants à la fois centralistes et égalitaristes dans leur programme social ait lieu. La montée de la pauvreté pourrait donner un certain soutien populaire à une telle issue, mais mettrait sans doute la Fédération au bord de l'éclatement.

La remise en cause des droits des

Républiques et la très grande impopularité des nouveaux cadres censés les représenter peuvent provoquer des explosions nationalistes où pourrait s'engouffrer le mécontentement social.

Au cours des quarante ans passés, la Yougoslavie a expérimenté de multiples combinaisons de plan, de marché et d'autogestion. Au point que la désillusion est profonde envers l'autogestion elle-même. La détérioration du climat idéologique dans la jeunesse est à la mesure de la crise profonde que connaît la LCY. Pourtant, le passé et ses acquis ont laissé des traces. L'expression massive d'un mécontentement ouvrier pourrait être un catalyseur de forces éparses dans et hors de la LCY. Des manifestations (notamment sous forme de pétition) et comités en défense des libertés démocratiques chez les intellectuels ou contre la censure parmi les journalistes se sont multipliés. L'Académie des Sciences de Serbie a récemment pris position en tant que telle pour des élections libres. Un ample document signé par de nombreux intellectuels vient d'être remis à l'Assemblée nationale, centré sur la démocratisation de la Constitution et le respect des droits.

Certes, la dimension nationaliste des initiatives serbes oblige à la prudence du jugement : il semblerait que, parmi les revendications exprimées, la question du statut autonome des Provinces de Vojvodine et du Kosovo soit en cause. Il est également certain que des anticommunistes sont souvent partie prenante de ces mouvements pour les libertés, sinon à leur initiative. Mais nous devons les juger sur leur programme. Des fronts unis très larges, comme la Charte 77 en Tchécoslovaquie, sont nécessaires dans les pays de l'Est et en Yougoslavie dans la lutte pour les droits démocratiques. Encore faut-il qu'ils défendent effectivement les droits de toutes les nationalités et ceux des travailleurs, condition que l'on vérifiera à l'épreuve des faits.

Il est tout à fait possible que la multiplication des initiatives publiques en défense des libertés dans la période récente en Yougoslavie ait été et soit un stimulant pour l'expression grandissante du mécontentement ouvrier. Quand les travailleurs des chantiers navals de Dalmatie sur la côte croate se mettent à leur tour à faire, comme cet été, des « lettres ouvertes » réclamant un débat public sur la crise économique et les réponses à y apporter, ils font un acte politique d'une très grande portée. Les grèves éclatées sont vouées à l'impasse, l'autogestion atomisée également. C'est la cohérence d'ensemble du système, ses critères de production, ses besoins prioritaires, ses possibilités de garantir une association libre des diverses nationalités dans un projet commun qu'il faut discuter. Et, comme le disait la lettre de ces travailleurs, il faut le faire « au grand jour ». Pour cela, il faut le droit d'expression de tous les points de vue en présence. ■

Catherine VERLA,  
27 octobre 1986.

## Vague de grèves en Yougoslavie

**E**N août 1986, un torrent de grèves ouvrières a déferlé sur la Yougoslavie. Répondant à un journaliste de l'hebdomadaire *Nin*, de Belgrade, qui lui demandait pourquoi il faisait grève, un ouvrier déclara avec déception : « Dans un pays où la classe ouvrière est au pouvoir, elle se doit de lutter pour survivre. » Survivre, c'est d'abord défendre un pouvoir d'achat fortement attaqué par une inflation galopante.

Sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement de Branko Mikulic a inscrit comme priorité à son programme, outre ladite lutte contre l'inflation, l'augmentation des exportations. Ne remarque-t-on pas avec ironie, dans l'hebdomadaire *Danas*, que « durant la guerre, on s'orientait en examinant la mousse sur les arbres. Puis on s'est orienté en regardant vers le socialisme, et aujourd'hui on s'oriente en lorgnant vers les exportations ».

### A. UDRY

Des grèves en Yougoslavie, ce n'est pas nouveau. En revanche, leur forte accélération, leur forme et leur durée, le contenu de leurs revendications, voilà l'originalité. La presse yougoslave parle de « situation de conflit » ou « d'absence du travail ». Elle n'utilise pas le mot de grève.

Dans les divers textes constitutionnels et légaux, la grève n'est pas interdite. Elle n'est pas non plus permise ! Reconnaître explicitement le droit de grève reviendrait à souligner l'existence de conflits d'intérêts socio-politiques traversant la société yougoslave. Or, le pouvoir des salariés y est censé s'exprimer à tous les niveaux du système d'autogestion. Ainsi, le quotidien *Politika* est amené à avouer : « Parmi les problèmes ouverts dans notre société reste cette insistance à ne pas reconnaître la grève comme un fait réel de notre vie » (1). Le mutisme de la

loi ne peut empêcher les travailleurs d'utiliser leur arme de défense traditionnelle : la grève. En revanche, les assertions légales sur le « pouvoir du travail associé » leur permettent de légitimer leurs actions revendicatives !

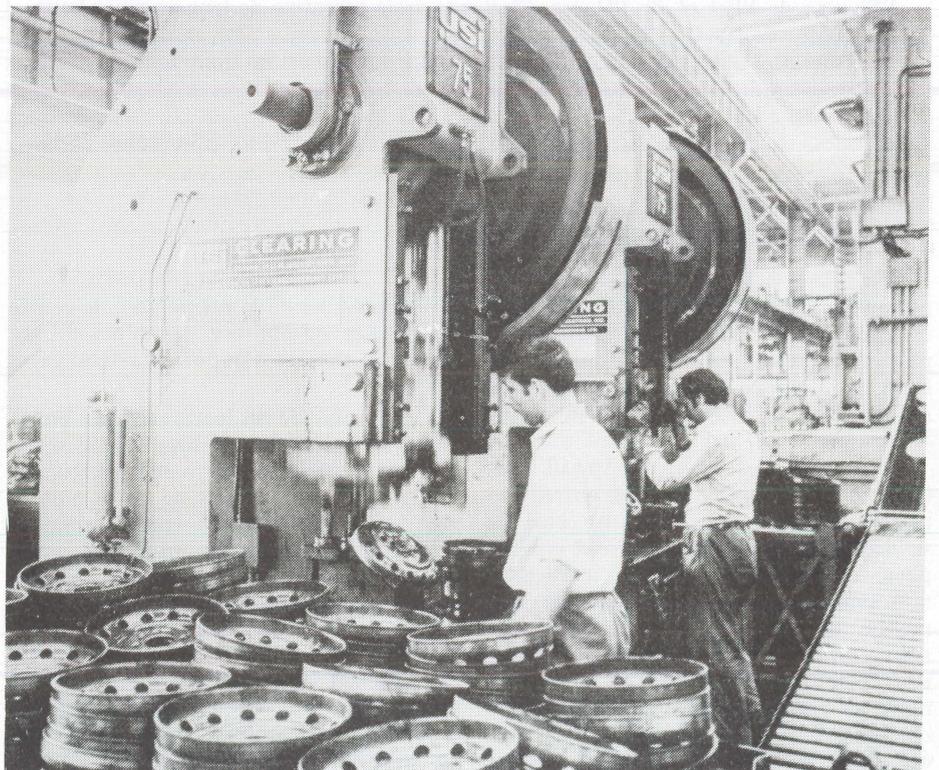
### L'ÉTÉ CHAUD

En 1982, le total des grèves enregistrées officiellement s'élevait à 174 ; il était de 331 en 1983, 384 en 1984 et de 696 en 1985 (2). Leur essor en 1986 est spectaculaire. Durant les six premiers mois de l'année 1986, elles dépassent le

1. Cité par Dusan Pilic dans *La Repubblica*, 20 août 1986.

2. *Neue Zürcher Zeitung*, 26 mars 1986 ; *La Repubblica*, 20 août 1986 et *L'Unità*, 23 août 1986.

Dans une usine yougoslave. (DR)



## Relance du mouvement gréviste

De nombreux objets vus et non identifiés ont été repérés ces dernières semaines en Yougoslavie ! Ce sont les célèbres « Obustava Rada », les « suspensions de travail », formule pudique utilisée par la presse pour parler des grèves. Ainsi, le mercredi 15 octobre une grève générale paralysait les transports publics de Split. (1) La crise sociale — une des facettes décisives de l'ébranlement de la société yougoslave — ne fait que s'accroître. Le correspondant du quotidien italien *La Repubblica*, écrivait, début octobre : « *L'autogestion et la bureaucratie croisent le fer.* » (2) Et c'est vrai. Les grèves atteignent un niveau jamais connu auparavant. La seule étude sociale sérieuse portant sur les grèves en Yougoslavie est celle de Neca Jovanov, intitulée « Les grèves ouvrières dans la République socialiste fédérative yougoslave ». Elle couvre la période 1958-1969. Prudent, le camarade Jovanov ! Durant ces années, la durée de chaque grève ne dépasse pas une journée et le nombre moyen des participants ne va pas au-delà de cent. Un saut qualitatif est donc en train de se produire.

Côté cour de la scène de l'autogestion, le président Mikulic, embarqué dans des négociations périlleuses avec le FMI, déclare : « *Nous sommes dans une situation fort grave. Pouvons-nous aujourd'hui prendre le risque d'accroître les tensions sociales ?* » (3) Mikulic tente de faire comprendre aux agents du FMI qu'il ne faut pas pousser trop loin, au risque d'une explosion sociale. Mais le jeu est plus complexe. Dans une certaine mesure, Mikulic peut effectivement craindre et résister à une implosion de la fédération yougoslave, événement qui serait catastrophique. Mais il se soucie d'abord de sa position et de celle de ses compères. Il cherche à se désresponsabiliser face aux travailleurs yougoslaves, en désignant avec mollesse un bouc émissaire, le FMI. Il espère ainsi freiner quelque peu la tendance des travailleurs, manuels et intellectuels, à tirer un bilan effectif de la gestion bureaucratique de l'autogestion. L'espoir est vain. Le débat sur le rôle et la responsabilité de la bureaucratie est déjà pratiquement ouvert, depuis les usines jusqu'aux universités. Autre chose est la leçon essentielle qui en sera tirée et donc la dynamique politique de cet essor du mouvement de masse. Cela dépendra en partie de l'aptitude de ceux qui défendent un projet de société autogérée à proposer des issues crédibles à la crise et à organiser effectivement la résistance à toute atteinte aux besoins sociaux et démocratiques de la très large majorité de la population.

Quant aux puissances impérialistes créancières, elles veulent d'abord que la Yougoslavie paye. Jusqu'à présent, elle l'a fait. Plus de 5,6 milliards de dollars ont été versés aux banques impérialistes durant les six premiers mois de l'année 1986. En outre, il y a peu de doutes qu'une fraction de la bourgeoisie occidentale développe des projets plus ambitieux. Elle cherche à utiliser la crise économique pour faire agir ses multiples instruments de pression : depuis les prêts bancaires jusqu'aux importations, en passant par les investissements directs. Son but est de tenter une vaste opération de réintégration complète de la Yougoslavie dans le giron impérialiste.

C'est un vrai défi lancé aux travailleurs yougoslaves, aux travailleurs de l'Europe de l'Est et de l'Ouest. C'est une vraie tentative de leur arracher leurs conquêtes de 1944 et 1948, après l'expropriation politique déjà accomplie par la bureaucratie. C'est une partie du futur de l'Europe qui est en train de se jouer. ■

A. U.  
23 octobre 1986.

1. *El Pais*, 17 octobre 1986.
2. *La Repubblica*, 10 octobre 1986.
3. *La Repubblica*, 3 octobre 1986.

niveau de l'année précédente. Les mois de juillet et août voient une véritable explosion de mobilisations. Le quotidien du Parti communiste italien, *L'Unita*, pense qu'il « *s'agit de l'été chaud de la société yougoslave* » (3).

En 1985, les arrêts de travail éclairaient pour l'essentiel dans des entreprises petites et moyennes. Aujourd'hui, ils se déploient dans les entreprises clés du pays, considérées comme privilégiées non seulement par des milliers de chômeurs mais aussi par ceux qui disposent d'un emploi. Le mouvement touche les principales républiques de la Yougoslavie, donc les zones les plus développées. Les chantiers navals, du « 3 mai », de Rijeka ou ceux de Split (Dalmatie), l'usine

Yougoplastika de la même ville, le centre hospitalier de Maribor, les mines d'Usce furent le théâtre d'importants débrayages cet été.

La durée de ces luttes est assez brève. Mais, en comparaison avec 1985, où la moyenne oscillait entre 5 et 8 heures, elle s'étend. Quelques jours de grève n'étonnent plus. Surtout, les conflits tendent à se répéter dans la mesure où les revendications ne sont pas satisfaites. Ces grèves ne convergent pas en un mouvement d'ensemble ; elles restent pour l'instant confinées dans l'entreprise, avec une résonance dans la ville ou la région. Leur fragmentation, selon un sociologue yougoslave, s'explique avant tout « *par la structure économique divisée et ato-*

*misée du pays* » (4), c'est-à-dire par la forte séparation entre les diverses Républiques et provinces autonomes et par la mise en concurrence sur le marché des entreprises.

Les revendications salariales sont au centre des revendications. Le correspondant de *L'Unita* constate que les salariés « *veulent inverser d'un côté la logique de l'érosion des revenus opérée par l'inflation et de l'autre la politique gouvernementale visant à limiter l'augmentation des salaires* ».

Mais d'autres thèmes s'intègrent aux cahiers de doléances des ouvriers : l'emploi — les autorités reconnaissent que le chômage frappe environ 1 million de personnes, parmi lesquelles une très large majorité de moins de 25 ans —, les désaccords dans la gestion des entreprises et les inégalités sociales.

Le quotidien *Borba* observe que « *les différences sociales deviennent de plus en plus profondes* ». Il souligne ainsi l'antagonisme entre une couche privilégiée — de fonctionnaires de l'Etat, des syndicats, du parti (la Ligue des communistes de Yougoslavie, LCY) — et la grande masse des travailleurs manuels et intellectuels. Le processus de différenciations sociales s'est accentué depuis les années 1970. D'une part, il s'exprime dans les écarts de revenus entre ville et campagne, entre régions et entre divers secteurs de l'économie. D'autre part, c'est le résultat de l'accumulation de richesse opérée dans le secteur privé (construction, transport, tourisme, etc.) qui s'est étendu depuis plus de vingt ans et des détournements de fonds par les responsables du « secteur socialisé ». Ces derniers consomment leurs larcins sous forme de voitures ou de villas et réinvestissent le produit de leurs vols dans le domaine privé (5). Parallèlement, « *une part importante de la population devient plus pauvre en termes absolus* » (6), note Zoran Pajnic.

Un commentateur de la *Neue Zürcher Zeitung* doit reconnaître que les grèves « *n'attaquent pas les principes fondamentaux de l'autogestion socialiste* » (7), mais le monopole bureaucratique de la gestion du système.

### COMMENT AUTOGÉRER ?

La pression ouvrière est aujourd'hui si forte que les dirigeants syndicaux doivent en tenir compte. En Slovénie, dans une entreprise non loin de Bled, les ouvriers en grève sont simplement sortis du syndicat. En revanche, les 7 000 travailleurs des chantiers navals de Split ont signé une lettre sous forme d'ulti-

3. *L'Unita*, 21 août 1986.

4. *Neue Zürcher Zeitung*, 26 mars 1986.

5. Voir à ce propos l'étude prophétique, datant de 1973, de Boris Vuskovic dans la *New Left Review*, numéro 95, janvier-février 1976, « Social Inequality in Yugoslavia ».

6. « On 'national economies' under yugoslav conditions », dans *Survey* (Periodical for social studies), Sarajevo, 1985, numéros 1-4.

7. *Neue Zürcher Zeitung*, 26 mars 1986.

## EL SALVADOR

# Proposition politique du FMLN-FDR

matum aux autorités avec l'appui des syndicats et y compris de la section d'entreprise de la LCY. « *Nous voulons mettre en garde les gouvernants afin qu'ils ne renvoient pas sine die la solution à la crise* », déclare Ivi Maskovic, président de la section syndicale (8). Et de dénoncer les augmentations énormes des prix des biens alimentaires de base, de l'électricité, comme les entourloupettes de l'administration communale. Quand bien même cette direction syndicale s'efforcera d'endiguer la poussée de la base, elle marque par cet acte une rupture avec les condamnations sèches des grèves et la répression sélective qui étaient et sont la norme.

Début septembre, les luttes se tassent. Les travailleurs attendent l'annonce du contenu de la troisième étape du « plan de stabilisation » défini en juin lors du 13e congrès de la LCY. Elle devrait s'appliquer en octobre. Le FMI a déjà exprimé ses souhaits : ralentir les salaires, hausser les taux d'intérêts au-dessus d'un taux d'inflation qui avoisine les 100 %, abaisser le taux de change du dinar face aux devises étrangères, augmenter les investissements conjoints (joint ventures) avec des firmes impérialistes et donner à ces dernières plus de droits (9). Il n'y a pas de doute que le gouvernement de Mikulic, endetté pour 20 milliards de dollars, suivra ces consignes.

Cette orientation économique est axée sur une réduction de la consommation interne, sur des bas salaires pour stimuler les exportations et sur une réorganisation de l'investissement en faveur des branches exportatrices. Elle est non seulement vouée à l'échec mais va accroître les inégalités sociales et aggraver la situation de l'emploi. La diminution du pouvoir d'achat et la relativement faible compétitivité des produits yougoslaves sur le marché mondial font que « *la demande interne décroissant, toujours plus est produit pour le stockage. (...) L'appauvrissement d'une majorité de la population laborieuse sur le marché yougoslave constitue une barrière à toute expansion* » (10).

Après un été chaud, la Yougoslavie pourrait bien connaître un automne plus que tiède (voir encart). Les affrontements porteront tendanciellement sur les grandes options de société. Autrement dit : comment organiser le fonctionnement autogéré de la société pour échapper aux pièges du centralisme bureaucratique ou des lois du marché, afin que les grandes décisions socio-économiques (répartition entre investissement et consommation et entre consommation collective et individuelle, emplacement des entreprises et des transports, type de production prioritaire, etc.) répondent aux besoins de la très large majorité de la population ? ■

A. UDRY,

La Brèche, le 20 septembre 1986.

8. *La Repubblica*, 24-25 août 1986.

9. *Financial Times*, 10 septembre 1986 et *Neue Zürcher Zeitung*, 18 juillet 1986.

10. Z. Pajnic, dans *Survey*, ibid.

Le tremblement de terre qui a ravagé le 10 octobre San Salvador, la capitale, risque fort d'aggraver la précarité de la situation du président démocrate-chrétien, Napoleon Duarte, même si, dans un premier temps, un consensus sur les priorités à dégager pour la reconstruction paraît avoir été trouvé entre Duarte, les forces armées et le secteur privé.

Pour ce dernier, la catastrophe prend des allures d'affaires juteuses. Le séisme a mis à nu la spéculation immobilière que connaît la ville et la profonde misère dans laquelle vivent les habitants des quartiers ouvriers. On estime que près de 300 000 personnes vivent dans la rue, leur maison étant totalement détruite ou tellement endommagée qu'elle est inutilisable. Les entreprises privées détiennent la majorité dans le Comité d'évaluation technique, chargé du recensement des habitations et des immeubles touchés. C'est cet organisme qui prendra les décisions de démolition et qui planifiera les constructions.

Par ailleurs, la démocratie-chrétienne s'est adjugée le monopole de la distribution de l'aide internationale qui a afflué au lendemain du tremblement de terre et la distribue par ses canaux clientélistes. C'est là une manière comme une autre de préparer les futures élections. L'activité caritative de l'Eglise elle-même est entravée par le gouvernement. L'Eglise est consciente de l'exaspération populaire que peuvent provoquer les conséquences du séisme si des mesures sociales ne sont pas prises immédiatement. Dans une homélie prononcée le 19 octobre, Mgr. Rivera y Damas, l'archevêque de San Salvador, lançait l'avertissement suivant à Duarte : « *Si l'on veut éviter dans le futur des cataclysmes sociaux extrêmement graves, il y a plus important à faire que d'examiner soigneusement si les grands édifices sont habitables ou pas ; il faut immédiatement mettre en place une politique de reconstruction des quartiers populaires.* » (1)

Il est vrai que la situation sociale n'est pas de tout repos pour le gouvernement (cf. *Inprecor* numéro 226 du 22 septembre 1986). Fin septembre, l'approbation du second train de mesures d'austérité depuis le mois de janvier, a provoqué une série de protestations populaires. Le 4 octobre, plus de 30 000 personnes ont manifesté à l'appel de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS). D'autant que ces mesures, exigées par le Fonds monétaire international (FMI), si elles amputent encore le pouvoir d'achat des secteurs les plus modestes, notamment par l'augmentation d'une série d'impôts indirects, visent aussi à accroître le budget de l'armée : l'une des multiples ponctions fiscales votées par l'Assemblée n'a-t-elle pas pour but de dégager, d'ici la fin de l'année 25 millions de dollars pour les forces armées ? La discussion parlementaire sur la création d'un service militaire obligatoire pour tous les Salvadoriens âgés de 18 à 30 ans sans distinction de sexe a été reculée à cause du tremblement de terre, mais il ne fait pas de doute que les forces armées reviendront à la charge.

Cette augmentation de la militarisation et de la puissance des forces armées se produit au moment où des secteurs grandissants de la population voient dans le dialogue avec les révolutionnaires en armes la seule solution à sept ans de guerre. Aux yeux de beaucoup, Duarte est la cause de l'échec de la troisième session de négociations avec le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR), qui devait se tenir à Sesori, le 19 septembre (2). L'envoi du colonel Mauricio Staben, lié aux escadrons de la mort, pour assurer la « sécurité » des discussions est apparu comme une véritable provocation pour faire échouer le dialogue. Tout le monde savait que le commandant Joaquin Villalobos, l'un des principaux dirigeants du FMLN, devait aller à Sesori et que les forces armées se sont jurées de l'assassiner dès que l'occasion s'en présentera.

La piètre tentative de Duarte de rejeter sur les révolutionnaires la responsabilité de la non tenue des négociations n'a guère fait recette. Il n'est jusqu'à l'Union ouvrière et paysanne (UNOC), organisation pourtant liée au régime, qui n'ait qualifié la prestation du président « *d'affront aux aspirations populaires* », concluant « *que le dialogue est le seul moyen civilisé de parvenir à un arrangement pacifique et de terminer la guerre* » (3). Pour sa part, la hiérarchie catholique s'est également prononcée pour des négociations avec les révolutionnaires.

La proposition politique de dialogue faite par le FMLN-FDR en juillet 1986, que nous reproduisons ci-dessous, reflète donc une position de force des révolutionnaires aux dépens du gouvernement (voir encart). Obligeant Duarte à prendre position, elle le met sur la défensive vis-à-vis de la population salvadorienne en même temps qu'elle renforce la légitimité internationale des fronts. ■

1. *Inprepress Centroamericana* numéro 713 du 30 octobre 1986.

2. Les négociations ont commencé en octobre 1984. Voir *Inprecor* numéros 183 du 5 novembre 1984 et 192 du 18 mars 1985.

3. *Inprepress Centroamericana* numéro 710 du 30 octobre 1986.

La société salvadorienne est victime d'une profonde crise économique, politique et sociale qui se prolonge et devient plus évidente après ces six années de guerre.

Depuis 1984, le gouvernement de Duarte s'efforce de se présenter comme une alternative à cette crise nationale. Après deux années de gouvernement, nous pouvons en apprécier le résultat. La guerre s'est aggravée, la souveraineté nationale est toujours bradée aux intérêts de l'administration Reagan, le pays connaît plus d'inflation, plus d'impôts, plus de chômage et de misère, plus de pertes humaines, plus de destructions. La réalité s'est chargée de démontrer que le gouvernement démocrate-chrétien est incapable de résoudre cette crise.

Les organisations regroupées dans le FMLN-FDR luttent depuis des années pour trouver une solution à cette crise, en combinant moyens militaires et politiques. Depuis plus de cinq ans, nous insistons sur la nécessité d'une solution politique à ce conflit car nous avons prouvé que, malgré l'engagement militaire croissant des nord-américains au Salvador, le FMLN ne peut être militairement vaincu.

Le dialogue avec le gouvernement, initié à La Palma, a été unilatéralement suspendu par le gouvernement et sa reprise prochaine semble plus relever d'une tentative du régime de redorer son image de marque politique détériorée que d'un effort sérieux visant à trouver une solution politique négociée au conflit.

Le processus de regroupement des forces sociales dans le pays auquel nous assistons se caractérise par la recherche de solutions à l'actuelle crise nationale. Il est chaque jour plus évident, et chacun le ressent, que sans résoudre le conflit national, il sera impossible de redresser l'économie. (...)

L'expérience de ces deux années montre que le dialogue entre le gouvernement et nos fronts, bien qu'il soit une aspiration générale de la population, est terriblement précaire parce que le gouvernement l'a déjà interrompu pendant 19 mois. Nous sommes convaincus de la nécessité du dialogue entre les parties en conflit, mais nous sommes aussi convaincus de ses limites et insuffisances. Aussi, dès la première réunion à La Palma, le FMLN-FDR a dit qu'il était nécessaire d'intégrer tous les secteurs de la nation au processus de solution politique.

En adressant cette proposition à toutes les forces politiques et sociales du pays, sans exception, le FMLN-FDR veut faire un pas de plus dans la construction d'un dialogue national qui permettra d'orienter le pays dans une nouvelle étape de reconstruction et de progrès social, économique et politique. Si l'avenir de ce pays appartient à tous, nous devons tous apporter notre contribution pour une solution politique.

Le FMLN et le FDR déclarent :

Nous sommes disposés à participer à un dialogue national avec toutes les for-

ces et secteurs intéressés par une solution politique, patriotique et démocratique au conflit que vit notre pays, pour conquérir la paix, la justice et la dignité auxquelles aspire le peuple salvadorien.

Nous nous engageons à dialoguer avec tous les secteurs sans faire de distinction de caractère social, politique et idéologique, entre les civils et les militaires qui sont véritablement intéressés à l'élaboration d'un projet de solution politique et à lutter pour en faire une réalité.

Nous sommes décidés à nous engager dans le projet politique — patriotique et démocratique — de consensus national qui s'élabore dans ce large dialogue.

### **C'EST AUX SALVADORIENS EUX-MEMES DE TROUVER LA SOLUTION**

La solution doit être cherchée et trouvée entre Salvadoriens.

Elle devra impérativement rétablir la souveraineté et l'indépendance nationale et c'est seulement de cette manière que le peuple salvadorien pourra faire valoir son droit à l'autodétermination et à la démocratie et décider de son propre destin. Cela signifie concrètement que le gouvernement des Etats-Unis doit cesser de s'ingérer dans le conflit national et cesser sa participation militaire et politique à ce conflit.

La solution politique doit assurer le non-alignement de notre nation, c'est-à-dire le refus de toute alliance militaire avec d'autres pays ou blocs, le refus de l'alignement politique prédéterminé sur d'autres pays ou puissances pour tous les problèmes, sauf ce qui concerne la paix mondiale, le désarmement et l'unité de la défense des intérêts communs latino-américains.

### **UN GOUVERNEMENT PLURALISTE ET LARGEMENT REPRÉSENTATIF**

La solution politique doit être le résultat d'une participation pluraliste, tant dans son élaboration que dans son application. Le régime qui naîtra de cette solution devra également être le garant du pluralisme idéologique et politique.

Pour assurer et garantir l'application de l'accord politique conclu, le gouvernement devra être réorganisé. Il devra intégrer les représentants de tous les secteurs, au travers des partis, organisations, personnalités. Seuls en seront exclus ceux qui rejettent cette solution politique.

Il existe des secteurs qui tout en étant favorables à une solution politique, sympathisent et se sentent proches idéologiquement des Etats-Unis, c'est leur droit et nous le respectons, tout comme on doit respecter celui des autres secteurs à défendre leur propre idéologie et à lutter pour elle démocratiquement.

Une large participation de toutes les forces dans le gouvernement sera la garantie du respect des décisions adoptées lors du dialogue pour résoudre la crise nationale. Le FMLN-FDR sera une des composantes de ce gouvernement.

Ce gouvernement aura un caractère transitoire et accomplira les tâches élémentaires définies dans l'accord, notamment l'organisation d'élections honnêtes et libres afin que le peuple puisse décider lui-même du chemin qu'il entend suivre et à qui reviendra le pouvoir.

Nous aspirons à exercer le pouvoir. C'est là une aspiration légitime pour laquelle nous luttons. Dans le cadre d'une solution politique juste et une fois réunies les conditions permettant des élections libres et honnêtes, nous y participerons. Nous reprendrons donc la voie qui a été avilie par la dictature, nous obligeant à mener une guerre révolutionnaire que se poursuivra si le gouvernement des Etats-Unis fait obstacle à une solution politique.

Le gouvernement issu de telles élections devra mener une action ferme et énergique pour mettre fin à la corruption et commencer un processus d'assainissement de l'administration, en particulier dans son échelon supérieur.

### **MISE EN PLACE D'UN CESSEZ-LE-FEU**

Pour permettre au gouvernement d'appliquer les mesures prévues dans l'accord politique, un cessez-le-feu est indispensable.

Le FMLN-FDR s'engage à signer un cessez-le-feu quand ce gouvernement s'installera et à contribuer à la création et au maintien des conditions nécessaires à la réalisation des mesures prévues dans la solution politique.

Une fois le cessez-le-feu signé, le FMLN et les forces armées gouvernementales maintiendront leurs armées respectives. Dans le cadre du gouvernement qui se mettra en place, on cherchera une solution négociée au problème de l'existence des deux armées. Le FMLN s'engage à participer de toute bonne foi à ces négociations.

La solution politique tiendra compte des exigences de justice sociale, du respect des intérêts économiques de tous les secteurs impliqués dans cet accord. Le gouvernement appliquera les mesures suivantes :

— Supprimer les mesures économiques qui s'attaquent directement aux intérêts de la population.

— Mettre en route les réformes fondamentales élaborées dans le cadre du dialogue national, en particulier la réforme agraire, celles du système bancaire et du commerce extérieur. La réforme agraire doit résoudre le problème de la terre dans l'intérêt des travailleurs et des petits et moyens producteurs agricoles.

— Elaborer un programme de redressement économique qui amorce une solution au problème du chômage et se fixe comme objectif une distribution équitable de la richesse.

— Respecter le droit à la propriété privée et à la libre entreprise de tous ceux qui s'engagent dans la solution politique dans les limites des projets de réformes.

— Développer un système d'économie mixte combinant, de façons variées,

## L'offensive politique des révolutionnaires salvadoriens

Après la grande campagne réalisée par Napoléon Duarte pour être élu président de la République, des secteurs de la population qui l'avaient appuyé et faisaient confiance à son projet n'ont plus aujourd'hui aucune illusion. Il faut se rappeler que la promesse la plus populaire de la campagne de la Démocratie chrétienne (DC) était que Duarte s'engageait à obtenir la paix. Ce dernier s'était alors présenté comme le champion de cette revendication mais, une fois élu président, il a démontré qu'il n'avait pas le moindre intérêt à la recherche d'un accord politique.

De larges secteurs des masses ont pris leurs distances par rapport au gouvernement, favorisant ainsi la résurgence de puissantes organisations sociales qui ont mis la paix au centre de leur activité politique. En même temps, ce processus de réorganisation des travailleurs a permis la création de fronts uniques qui sont en train de lutter pour améliorer les conditions de vie du peuple salvadorien.

Les divergences entre les différents partis du patronat — notamment entre la Démocratie chrétienne et ARENA (1) — sur les moyens à mettre en œuvre pour affronter le FMLN-FDR s'approfondissent.

Le soutien électoral de ces deux partis s'affaiblit. Selon des enquêtes qui ont été réalisées, seulement 22 % des Salvadoriens voteraient aujourd'hui pour la DC alors que seulement 16 % voteraient pour ARENA et que plus de 60 % d'entre eux seraient décidés à ne pas participer à des élections où ne seraient pas présents les candidats du FMLN-FDR.

On assiste à un changement relatif de la part de la hiérarchie catholique, qui commence à prendre ses distances par rapport au gouvernement de la DC. La hiérarchie ecclésiastique a compris que, si elle veut continuer à maintenir une certaine capacité de contrôle sur des secteurs des masses, elle doit répondre aux sentiments de paix du peuple salvadorien.

Le gouvernement et l'armée salvadorienne sont manifestement incapables d'infliger une défaite militaire au FMLN-FDR. Malgré des conditions naturelles défavorables — un pays si petit et sans grandes chaînes de montagnes — l'armée révolutionnaire a pu maintenir des zones entières du pays sous son contrôle. Cet élargissement de la guerre n'a fait que prouver l'appui grandissant des masses au FMLN-FDR conjugué à un saut qualitatif dans la consolidation militaire de la part de celui-ci.

Enfin, le gouvernement de la Démocratie chrétienne s'identifie totalement au gouvernement de Reagan. Après quelques tentatives timides de montrer certaines distances, le gouvernement de la DC s'est aligné complètement sur la politique belliqueuse des Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que nous devons comprendre l'actuelle proposition de dialogue national faite par le FMLN-FDR. Elle vise à profiter de l'actuelle situation de

faiblesse du gouvernement de la Démocratie chrétienne et à répondre aux sentiments d'une grande partie de la population salvadorienne qui est, sans conteste, lasse de la guerre. Le FMLN-FDR met ainsi au pied du mur le gouvernement de la DC.

Trois aspects de cette nouvelle proposition retiennent l'attention.

A la différence de la proposition antérieure, le Gouvernement de large participation (GAP) (2), le FMLN-FDR propose maintenant la formation d'un gouvernement transitoire qui ait pour simple tâche la préparation d'élections libres.

On ne parle plus de la formation d'une armée unique — entre le FMLN et l'armée salvadorienne actuelle — mais du maintien des deux armées et, dans le cadre d'un nouveau gouvernement, de la recherche d'une solution négociée.

Enfin, le FMLN-FDR envisage maintenant explicitement la possibilité de participer aux élections, ce qui est lié aux enquêtes dont nous avons parlé.

En même temps, l'insistance est mise sur le point clé pour parvenir à quelque accord que ce soit : « *Le gouvernement des Etats-Unis doit cesser son ingérence dans ce conflit national et cesser sa participation militaire et politique à ce conflit* ». C'est la question la plus compliquée pour le gouvernement de Duarte et le point central de la politique des révolutionnaires parce que c'est le problème numéro un du peuple et de la nation salvadorienne comme telle.

Devant les élections qui s'approchent, le gouvernement de Duarte veut retrouver une certaine aura de paix et de négociation et c'est dans ce but qu'il a recommencé ses déclarations sur l'éventuelle reprise de discussions avec le FMLN-FDR. Mais jusqu'à présent, il n'a formulé aucune proposition concrète pour parvenir à une solution négociée. Il est clair qu'il s'agit là fondamentalement d'une manœuvre afin de rétablir son image de marque. En faisant connaître cette proposition de paix, le FMLN-FDR apparaît face à la population salvadorienne comme l'unique force qui propose une solution concrète au problème de la guerre.

Il va être très compliqué à Duarte de revenir se présenter devant la population salvadorienne comme le champion de la paix. En revanche, dans le camp des révolutionnaires, on assiste à la reprise du mouvement de masse et, en même temps, le FMLN-FDR a retrouvé l'initiative politique en maintenant son pouvoir militaire. ■

Jacobo JARAMILLO,  
*Bandera Socialista, Mexico, 4 août 1986.*

1. Alliance républicaine nationaliste, organisation d'extrême droite dirigée par le major d'Aubuisson.

2. Sur le GAP, voir *Imprecor* numéro 181 du 8 octobre 1984.

l'entreprise privée et la propriété sociale de l'Etat.

La solution politique doit déboucher sur un processus authentique de démocratisation et sur le rétablissement des Droits de l'homme afin de garantir :

— la fin de la répression et des violations des Droits de l'homme sous toutes ses formes ;

— le démantèlement effectif des appareils répressifs violant les Droits de l'homme ;

— le retour des populations déplacées et réfugiées sur leur lieu d'origine ;

— le respect absolu de toutes les libertés et droits démocratiques, individuels et collectifs ;

— la création des conditions organisationnelles et politiques permettant la réalisation d'élections générales, libres et honnêtes et leur organisation pratique.

Le gouvernement issu de cette solution négociée assumera une politique régionale de paix, de non-intervention, d'autodétermination et d'indépendance. Il devra également encourager des solutions politiques aux conflits en Amérique centrale et forger des relations souveraines avec tous les Etats basées sur l'intérêt mutuel.

Il facilitera des relations amicales et de collaboration avec les Etats-Unis basées sur l'égalité des droits, le respect réciproque, la souveraineté et l'indépendance nationale.

En formulant cette déclaration, nous sommes conscients de notre responsabilité à l'égard du peuple et de toute la nation. Nous l'assumons en nous faisant les promoteurs d'un dialogue national que nous voulons fructueux. Cette contribution et les propositions faites an-

térieurement doivent être les bases de discussion pour parvenir à un accord politique qui permettra de sortir de la profonde crise que vit notre pays. Avec l'appui de tous ceux qui aspirent à une paix juste, dans la démocratie et l'indépendance, nous sommes certains d'atteindre cet objectif.

Nous répétons notre volonté de paix, nous faisons confiance aux capacités de lutte de notre peuple qui en a fait la démonstration tout au long de cette guerre mais nous tenons également à répéter notre décision de continuer la lutte au cas où l'intervention américaine bloquerait la solution politique à laquelle aspirent notre peuple et nos fronts. ■

Comité exécutif du FDR,  
Commandement général du FMLN,  
El Salvador, 10 juillet 1986.

# L'évolution de la gauche et les divisions du gouvernement

**N**OUS publions ci-dessous des interviews réalisées à Manille en août 1986 afin de présenter trois nouveaux mouvements politiques apparus cette année aux Philippines. Dans le premier interview, Edicio «Ed» de la Torre présente les Volontaires pour la démocratie populaire (VPD), la façon dont s'est formée l'idée de lancer un tel mouvement, son combat et sa place dans le champ politique actuel. Dans la seconde interview, José Maria «Joma» Sison, ancien président du Parti communiste des Philippines (PCP), présente le Partido ng Bayan (PnB, Parti du peuple) qui a été officiellement fondé à la fin août mais à la constitution duquel Joma œuvrait depuis plusieurs mois déjà. Pourtant, il n'occupe aujourd'hui aucune fonction officielle dans la direction de ce parti. Le président du PnB est Rolando Olalia, par ailleurs

président de la centrale syndicale Mouvement du premier mai (KMU). Le secrétaire général du PnB est Alan Jazmines, un ancien détenu politique.

Dans la troisième interview, Francisco «Dodong» Nemenzo et Randolpho «Randy» David présentent Bisig, constitué à la fin mai 1986. Bisig rassemble des éléments venus de presque tous les horizons de la gauche philippine. Dodong et Randy expliquent ce qui unifie ces divers éléments, les leçons tirées de l'expérience passée, la façon dont est forgée la nouvelle organisation. Ce faisant, ils sont amenés à aborder des problèmes fondamentaux, comme celui du front uni et des rapports entre forces progressistes, ou du contenu et de l'actualité de la perspective socialiste.

Paul PETITJEAN  
Sonia RUPON

Ces trois interviews illustrent le pluralisme actuel de la gauche philippine et le mûrissement de débats souvent déjà anciens. Après le développement d'une résistance multiforme à la dictature Marcos, l'expérience des luttes de masse des années 1983-1985 et celle de la «révolution de février» en 1986, toutes les composantes du mouvement populaire tentent de faire le point. Elles cherchent aussi, pour la première fois de façon systématique, à intégrer les leçons d'expériences révolutionnaires hors de l'Asie, tout particulièrement celles des révolutions centro-américaines.

## LE DÉBAT AU SEIN DU PCP

Dans le Parti communiste des Philippines lui-même, un débat de fond s'est fait jour. Il est difficile de connaître son ampleur ainsi que l'ensemble des positions en présence. Mais, au fil des échanges militants, à la lecture des interviews de dirigeants et grâce à la diffusion de textes de discussion interne, on peut se faire une idée de l'importance des questions soulevées.

L'autocritique publiée en mai dernier par le PCP qualifie la politique de boycott des présidentielles de «grave erreur tactique». Des éléments du PCP se sont opposés au principe même de cette autocritique. Mais il est clair qu'il existe aussi des désaccords sur la portée de cette erreur, sur ce qui l'explique, sur les réorientations souhaitables, sur le sens à accorder au qualificatif de «tactique» dans l'autocritique.

José Maria Sison, depuis son arrestation, n'a plus de fonction dirigeante active au sein du PCP. Il parle en son nom propre. Mais on peut supposer que des secteurs du parti se reconnaissent dans les positions qu'il exprime. Joma insiste sur les limites de l'erreur commise. L'analyse

traditionnelle de la société philippine (qualifiée de semi-coloniale et semi-féodale), la stratégie et les conceptions tactiques fondamentales ne sont, pour lui, pas en cause.

Pourtant, lors des interviews, Satur Ocampo, un des dirigeants clefs du PCP, reconnaît l'existence d'un débat au sein du parti précisément sur ces questions : «*La position antérieure du boycott a depuis été critiquée par le PCP et le NDF, notre participation aux élections aurait sans doute permis d'exacerber les conflits de classe (...) Il y a en ce moment un intense débat interne (dans le PCP et le NDF, ndlr.) sur des considérations d'ordre tactique. Notre perception du front uni était sans doute erronée. Nous avons certainement des défaillances et peut-être avons-nous fait preuve de sectarisme (...) mais le front large d'opposition anti-Marcos n'a pas été établi. D'un autre côté, nous étudions et analysons avec attention la transformation de notre système du stade 'semi-féodal, semi-colonial' vers un système qui est essentiellement capitaliste. Sous peu, le programme en douze points du NDF sera réactualisé*» (1).

Enfin, les articles de discussion signés Marty Villalobos (2) abordent de front un certain nombre de grandes questions politiques à la lumière de l'expérience centro-américaine en particulier. Ils analysent le tournant de la situation aux Philippines en 1983 et ses implications pour les révolutionnaires, l'élargissement social de la lutte anti-dictatoriale et la question du front uni, le rapprochement des échéances en ce qui concerne la chute du régime Marcos et le passage d'une stratégie de guerre populaire de longue durée à une stratégie plus insurrectionnelle et, enfin, la souplesse tactique et la capacité d'initiative centrale dont le parti doit faire preuve quand le moment est favorable.

Les discussions en cours sont d'autant plus difficiles à poursuivre qu'il n'y a pas, au sein de la gauche philippine, de solide tradition de débat politico-idéologique. Bien que nécessaires, il n'est

pas sûr qu'elles pourront être menées à leur terme dans la période à venir. Mais ces discussions n'en sont pas moins très riches, fondamentales. Elles intéressent tout militant révolutionnaire.

Ces discussions sont aussi rendues plus difficiles par la grande instabilité politique du pays. Les conflits au sein du gouvernement s'accroissent à l'approche du référendum sur la constitution, prévu pour février 1987, et des premières élections parlementaires de l'après-Marcos, prévues pour mai 1987. Les luttes de pouvoir entre partis clientélistes et grandes familles se mêlent inextricablement aux divergences d'orientation plus générales.

## LES DIVISIONS DU GOUVERNEMENT AQUINO

En vue des prochaines échéances politiques, le ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, et le vice-président, Salvador Laurel, mettent ouvertement en question la légitimité d'Aquino, appelant à de nouvelles élections présidentielles. Mais c'est sur la question des négociations avec le Front national démocratique que les contradictions internes au régime se cristallisent. Deux options s'opposent : celle de la présidence, affaiblir au maximum le PCP par des moyens politiques (l'offre de cessez-le-feu, la promesse d'amnistie pour les «retour de jungle») combinée à la menace d'une reprise générale des combats ; celle d'Enrile et de l'Etat-major, continuer à recourir avant tout à des moyens militaires pour casser l'armature du mouvement révolutionnaire.

La crédibilité de l'option d'Enrile est

1. Interview de Satur Ocampo, le 21 août 1986, publié dans *Philippines Informations* numéro 46, octobre 1986, p. 4.

2. Les textes signés Marty Villalobos expriment le point de vue, au sein du PCP, d'un groupe de cadres, influents, notamment dans la capitale. Ce nom est composé en référence au dirigeant révolutionnaire salvadorien Joaquín Villalobos et au Front Farabundo Martí.

largement mise en cause par le fait que c'est précisément cette politique qui a échoué sous Marcos, alors que ce même Enrile était déjà ministre de la Défense et maître-d'œuvre de la loi martiale. Mais la crédibilité de l'option défendue par la présidence est minée en permanence du fait qu'elle ne contrôle pas l'armée et qu'elle s'est montrée incapable de promouvoir d'indispensables réformes socio-économiques.

Le ministère de la Défense et l'Etat-major sont parvenus dans une large mesure à neutraliser l'action gouvernementale, amenant plus d'une fois la présidence sur leur terrain, comme après l'arrestation, le 29 septembre, de Rodolfo Salas, un des principaux dirigeants du PCP, au lendemain du voyage d'Aquino à Washington. Celle-ci a publiquement salué cette arrestation, véritable provocation au moment où le NDF faisait de nouvelles propositions de cessez-le-feu.

En maintenant ainsi une pression constante sur le déroulement des pourparlers avec le NDF, les forces conservatrices au sein et en dehors du gouvernement n'ont pas pour seul objectif de faire échec à la politique officielle en matière de cessez-le-feu. Elles visent aussi à paralyser de façon générale l'action des éléments libéraux et bourgeois réformistes, à déporter toujours plus à droite le gouvernement. Elles ont marqué des points notables en ce domaine aussi : après les trois premiers mois du nouveau régime, marqués par une série d'importantes réformes politiques et démocratiques, le gouvernement Aquino a perdu tout dynamisme et le glissement à droite s'est engagé. Mais, ce faisant, c'est tout le projet présidentiel — la réforme bourgeoise contre la révolution — qui est mis en question.

Corazon Aquino a pu et peut certainement encore s'appuyer sur son extraordinaire crédit moral. Pour accentuer sa pression, elle a entrepris de premiers pourparlers avec les forces musulmanes du Front national de libération Moro (MNLF) dans le Sud de l'archipel et avec celles de l'Armée populaire de libération de la Cordillera (CPLA) dans le Nord. La population aspire à la cessation des combats, à la fin de l'état de guerre qui pèse sur de nombreuses provinces.

Le PCP a payé, semble-t-il, un prix politique assez élevé pour les quelques opérations de guérilla qui ont été poursuivies durant les semaines qui ont suivies la chute de Marcos. Mais depuis, le NDF a repris plusieurs fois l'initiative sur le terrain des pourparlers de cessez-le-feu. Il vient de jeter brusquement la balle dans le camp gouvernemental en proposant, chose nouvelle, un cessez-le-feu de cent jours sans aucune condition préalable.

Sur le problème des négociations comme sur celui du référendum constitutionnel et des élections parlementaires, les tensions au sein de la coalition gouvernementale peuvent atteindre le point de rupture dans la période qui s'ouvre. Dans cette situation instable et complexe, le peuple philippin lutte face aux forces dictatoriales pour préserver et consolider

« l'espace démocratique » qu'il a conquis par son propre combat en février 1986. Après treize ans de dictature, ces libertés sont en effet particulièrement précieuses. Mais il lutte aussi face à un gouvernement bourgeois au service des élites pour faire valoir les droits des exploités et des opprimés. C'est de l'issue de ce double combat

que dépend la possibilité pour le pays de sortir de la crise engendrée par le régime Marcos et la dépendance vis-à-vis du marché capitaliste mondial. ■

Paul PETITJEAN,  
Sonia RUPON,  
6 novembre 1986.

## Qui sont les Volontaires pour la démocratie populaire ?

### Interview d'Ed de la Torre

**E**DICIO « Ed » de la Torre, prêtre de la Société du verbe divin, est aujourd'hui en « congé d'ordre ». Commencant comme aumônier de la Fédération des paysans libres (FFF) et militant du groupe chrétien social-démocrate Khi Rho, il se radicalise et devient, en 1972, président des Chrétiens pour la libération nationale (CNL). Dirigeant du Front national démocratique (NDF) dès sa constitution en 1973, il sera arrêté en 1974 et passera plus de cinq ans en prison. Il est libéré sous condition en avril 1980 et envoyé pour « études » à Rome et à Louvain. Arrêté de nouveau après son retour aux Philippines en avril 1982, il retrouve la liberté après la victoire de Corazon Aquino. Aujourd'hui, Ed de la Torre dirige les Volontaires pour la démocratie populaire (VPD), avec Horacio « Boy » Morales, ancien président du NDF. ■

Paul PETITJEAN : — Peu après ta libération, tu as lancé, avec Boy Morales, ancien détenu lui aussi, les Volontaires pour la démocratie populaire (VPD). Quelle est la place, dans la gauche philippine, de cette nouvelle organisation ?

Ed de la TORRE : — Trop de gens ont eu tendance à surestimer notre projet. Ce que nous cherchons à faire avec les VPD est simple. C'est en camp de détention, quelques jours avant d'être libérés, que nous avons commencé à en discuter. Après la victoire de Cory, il semblait probable que nous allions bientôt nous retrouver en liberté. Que faire, alors ?

Nous avons tenté d'analyser la situation politique et certaines tâches se sont imposées à nos yeux. La dictature n'était pas complètement démantelée, le combat sur ce terrain devait se poursuivre. Face aux forces souhaitant la consolidation d'une « démocratie élitiste », il fallait lutter pour l'épanouissement d'une démocratie populaire. Attention, il ne faut pas voir dans cette formule un concept : seulement un terme descriptif qui inclut notamment l'idée d'une démocratie directe qui ne soit pas tributaire des partis traditionnels, l'idée aussi du pluralisme politique et d'un système multi-partiste. Il fallait évidemment lutter pour la mise en œuvre d'une politique répondant aux besoins du peuple et au regroupement des forces de la gauche ainsi que des courants centristes, d'où la nécessité d'une coalition politique.

Par ailleurs, ce que nous n'avions pas prévu au départ, après notre libération, des ministres et des nouveaux fonctionnaires progressistes nous ont demandé de les aider à définir des orientations de travail. Nous avons constitué à cette fin une espèce de groupe de travail.

D'un côté, les VPD ont donc constitué ce groupe de travail qui aide l'aile libé-

rale et progressiste du gouvernement et, de l'autre, ils interviennent au sein du mouvement de masse, en dehors du gouvernement, en vue d'aider à la constitution d'une coalition politique.

— Dans cette perspective, comment vous situez-vous vis-à-vis des « alliances » militantes comme Bayan et Lakas et vis-à-vis des mouvements politiques ?

— Nous aurions pu devenir membres de Lakas ng Sambayanan. Mais une partie des forces « jaunes » (couleur des partisans d'Aquino, ndlr.) ainsi que des secteurs nationaux-démocrates ont manifesté un certain manque d'enthousiasme devant cette perspective. Par ailleurs, nous ne voulions pas entrer dans Bayan. Nous avons donc choisi de faire autre chose. Mais il ne s'agit pas de constituer une troisième alliance entre Lakas et Bayan. Nous voulons au contraire contribuer à jeter un pont entre ces regroupements, être un lien. Nous ne voulons ni être un nouveau parti, ni être identifié à un parti existant.

Vu notre histoire militante et nos options politiques, nous sommes évidemment identifié au mouvement national-démocratique. On ne cherche pas à fuir cette identité politique ! Mais nous poursuivons un effort conscient pour faire agir ensemble des libéraux-démocrates, des sociaux-démocrates et des nationaux-démocrates. Et Lakas développe comme nous le thème du « pouvoir populaire ». Il faut aussi noter que les sociaux-démocrates de Bandila jouent un rôle beaucoup plus réduit au sein de Lakas que ce n'était le cas avant. Ils sont très probablement trop engagés dans l'action gouvernementale et l'administration, d'un côté, et, de l'autre, trop occupés à relancer leur propre parti politique pour jouer

leur rôle dans l'animation de Lakas. Ils manquent de cadres. Il faut aider Lakas à mettre en œuvre ses conceptions de pouvoir populaire.

— Tu as expliqué que l'une des tâches des VPD était d'appuyer par des propositions concrètes l'aile progressiste du gouvernement. Est-ce que vous ne courez pas ainsi le risque d'être associé à un gouvernement bourgeois, compromis ?

— Je ne crois pas que ce soit le danger. Nous n'avons pas d'illusions sur ce que peut donner ce gouvernement. C'est une coalition de forces. On peut dire que Cory est en elle-même une coalition ! On peut penser que les éléments progressistes sont en minorité dans le gouvernement. Et il ne suffit pas de surveiller Enrile, le ministre de la Défense. Le général Ramos, chef d'état major, a la réputation d'être un officier « professionnel ». Mais il peut entrer en politique, comme les généraux thaïlandais. Il bénéficie d'une bonne image de marque, de liens importants aux Etats-Unis. Il vient d'une famille très engagée dans le jeu politique. Et Ramos dirigeait la police, un corps particulièrement répressif.

Il n'est donc pas question d'avoir des illusions. Et il est vrai qu'il n'y a pas eu de transformations structurelles clefs dans le domaine socio-économique. Les données stratégiques de la situation n'ont pas qualitativement changées. C'est ce qu'invoque la gauche qui tend trop souvent à minimiser l'importance de ce qui s'est passé en février. Pourtant, quelque chose a bel et bien changé, quelque chose d'important. Et il faut aujourd'hui tout faire pour utiliser au maximum les possibilités de la situation. Il faut maximiser les gains. C'est cela notre préoccupation présente.

Tu connais notre brochure de référence (1). Ce n'est pas un programme d'ensemble, éternellement valable ! Pour maximiser la situation présente, utiliser toutes les potentialités, il faut agir sur deux plans. Il faut, d'une part, faire front avec tous les éléments démocratiques contre les néofascistes. Et il faut, d'autre part, renforcer la démocratie populaire face aux tenants de la démocratie élitiste.

Le problème n'est pas nouveau. Il remonte à 1983, après l'assassinat de Ninoy Aquino et l'entrée en lutte de nouveaux secteurs d'opposition. Nous avons analysé en prison la présence de deux courants d'opposition légale : un courant élitiste, traditionnel et un courant proprement populaire. Même si la situation a changé, après le renversement de Marcos, la forte pression exercée par les forces néofascistes exige le maintien d'un vaste front démocratique. On ne peut rester indifférent face aux conflits qui se déroulent au sein de l'administration gouvernementale. Nous sommes prêts à appuyer l'aile libérale pour qu'elle soit plus forte. Mais les libéraux doivent aussi comprendre qu'ils seront impuissants sans et contre la gauche. Et, contre le danger d'un retour à une démocratie élitiste, nous luttons pour une démocratie populaire.

— Peux-tu préciser davantage ce que tu entends par démocratie populaire ?

— Nous n'avons fait, jusqu'à maintenant, qu'aborder cette question. Nous n'avons pas assez d'études théoriques sur ce sujet à notre disposition. Et il nous faut étudier les diverses expériences concrètes réalisées ailleurs en ce domaine. Nous n'avons pas encore expérimenté de véritables formes de démocratie populaire.

C'est dans un discours de Cory que j'ai d'abord vu l'expression « démocratie populaire » ! J'ai cherché à retrouver l'origine de la formule. J'ai découvert que c'était un social-démocrate qui l'avait fait connaître à Cory. Il l'avait lui-même reprise à des éléments de la gauche marxiste indépendante des Philippines. Je ne suis donc pas le seul à utiliser l'expression !

Chacun peut donner sa propre définition de la démocratie populaire. L'important est, il me semble, le thème des conseils, des conseils populaires. C'est nouveau. Ce sont ces conseils que nous voudrions aider à faire surgir. C'est une question actuelle : elle est même l'objet de discussions constitutionnelles alimentées par des études du Centre de Droit de l'Université des Philippines. Je pense en particulier à des mécanismes comme le droit de révoquer des élus à tout moment, le droit d'initiative directe en matière d'élections et de vote des lois et la possibilité de recours au référendum. Voilà certains éléments constitutifs d'une démocratie populaire.

Il y a encore peu d'écrits philippins sur ce thème. C'est là-dessus que je travaille actuellement. Citons aussi les travaux d'Alex Magno, Ed Garcia et Conrado Guerrero (2). Ce que nous voudrions faire, c'est aider à la mise en œuvre d'une expérience concrète de conseils populaires, en s'appuyant par exemple sur une municipalité où le maire est progressiste.

— Depuis la révolution de février, une série de discussions se sont engagées dans la gauche philippine, y compris au sein du PCP. Est-ce une preuve de richesse ou de faiblesse ?

— Pour la gauche philippine, et y compris pour le PCP, dans le contexte actuel, je ne crois pas que ces débats soient un facteur négatif. Au contraire, je crois que c'est un facteur positif pour toute la gauche. Les militants de gauche étaient souvent perçus comme politiquement trop passifs en ce domaine. Pour autant que je puisse juger des réactions du milieu progressiste, j'ai par exemple l'impression que la réaction à l'annonce de l'autocritique du PCP et de l'existence d'un débat interne a été favorable. Le PCP était donc capable d'avoir un débat interne...

Je ne pense pas que le débat pour le débat soit toujours bon. Je ne pense pas non plus que la simple existence d'un tel débat soit en elle-même le test ultime de

la démocratie. Je pense que l'esprit démocratique dans la gauche doit être encore développé plus avant. Mais il est important de noter que le débat — nécessaire à ce moment — a pu s'engager et que des divergences peuvent s'exprimer.

— Dans une interview que tu avais accordée en 1980 (3), tu avais insisté sur le poids d'une éducation héritée de la famille, de l'Eglise, de l'école, qui ne prépare pas les Philippines à exercer leurs droits démocratiques. Même dans le mouvement national-démocratique, notais-tu alors, « l'exercice de la démocratie reste faible ». Est-ce que tu partages toujours cette préoccupation-là ?

— Oui, bien sûr. Mais nous nous heurtons en ce domaine à de nombreuses difficultés. Il y a par exemple, dans la gauche philippine, une « culture orale » en matière de discussion. Aujourd'hui, après l'expérience du boycott des dernières élections présidentielles, nombreux sont ceux qui expriment leurs opinions. Mais la discussion au sein de la gauche reste mal structurée. Pour aller plus au fond des choses, il faut être capable de poursuivre un débat — y compris théorique — par écrit. Sinon, il ne peut embrasser l'ensemble du mouvement, à l'échelle nationale. Et il faut savoir reconnaître qu'il reste bien des questions non résolues. Nous n'avons pas toutes les réponses, loin s'en faut. Malheureusement, il y a peu d'écrits qui paraissent et souvent ils ne rendent pas justice à la richesse du débat oral. C'est une nouvelle tradition de débat qu'il faut intégrer.

— Quelle est l'histoire des Chrétiens pour la libération nationale (CNL) ? Quel a été le rôle de cette composante du NDF et quel peut-il être ? La « fraction religieuse » du PCP ? Un courant politique distinct ?

— Les CNL n'ont jamais été la « fraction religieuse » du PCP — la question ne s'est pas posée en ces termes —, mais plutôt la section religieuse du NDF. Reprenons rapidement l'histoire des CNL.

A l'origine, les CNL sont apparus comme une formation indépendante. Ce n'était pas le produit d'un projet élaboré par les milieux nationaux-démocratiques d'alors (le NDF n'existait pas encore). Ce n'était pas le fruit d'une décision du PCP, c'était un développement spontané. Mais quand la loi martiale a été imposée au

1. « *Popular democracy : realising a possible dream* », VPD, 1986.

2. Alex Magno et Ed Garcia enseignent à l'Université des Philippines. Ed Garcia est un ancien prêtre jésuite qui a commencé sa carrière de militant en fondant en 1970 Lakasdiwa (Force de l'esprit). Il s'est radicalisé et a ensuite passé sept ans en Amérique latine. Il revient aux Philippines en 1981 et devient secrétaire général de Lakas.

3. « *We must transform structures* », interview donnée à *Breakthrough* (version révisée, 1980), reproduite dans Edicio de la Torre, « *Touching ground, taking root* », p. 186, Social-pastoral Institute, Philippines, 1986.

pays, en 1972, le PCP était la seule organisation qui offrait un appareil capable de protéger les militants face à la répression. Les CNL ont donc bénéficié de cette capacité clandestine de l'appareil dirigé par le PCP. Quant au PCP, il a pu gagner grâce à cette association de nouveaux cadres qui l'ont rejoint.

Ce n'est qu'en 1981, lors du 2e congrès des CNL, qu'un projet véritablement propre à ce courant a été défini : transformer l'Eglise. Cela n'entraînait pas dans les préoccupations traditionnelles des milieux marxistes du PCP. Mais ces derniers étaient confrontés à un dilemme insoluble vis-à-vis de l'Eglise : il était difficile de s'accommoder de l'Eglise telle qu'elle était, mais il était aussi impossible de la détruire. Pour certains marxistes, le projet avancé par les CNL était « droitier », pour d'autres il était « gauchiste ». Mais, compte tenu du dilemme dans lequel ils se trouvaient, ils ne se sont pas opposés à cette tentative de transformation.

Les CNL ont donc en quelque sorte « bouclé la boucle ». Ils ont redéveloppé un caractère autonome et distinct dans le cadre d'une lutte commune. Cela s'est manifesté sur le plan organisationnel, politique et idéologico-théologique. Pendant longtemps, les CNL ne se sont pas beaucoup préoccupés de théologie. Ils faisaient de la politique. Mais la théologie revenait toujours à la surface ! On ne pouvait l'ignorer et il fallait la prendre directement en compte. On ne pouvait pas abolir la théologie et son vocabulaire. Il fallait lutter sur tous les terrains, y compris celui-là.

Le processus d'évolution que je décris n'est pas encore achevé. La situation reste ambiguë. Notre tradition théologique est par exemple beaucoup plus faible qu'en Amérique latine. Et, du côté du marxisme philippin, il y a aussi un vide théorique sur la question de l'Eglise. Le « vieux parti » (le PKP, parti pro-Moscou dont l'actuel PCP est sorti en 1969, ndlr.) est demeuré quasi silencieux sur ce problème. Nous en sommes, aujourd'hui encore, à Marx, Engels et Lénine. De ce point de vue aussi, l'Amérique latine est plus avancée, comme en témoigne le livre *Fidel et la religion*. Fidel Castro a accepté de se confronter directement au problème. Il va beaucoup plus loin, de ce point de vue, que n'importe quel dirigeant du PCP. Il faut dire que nous avons été marqués par la tradition communiste est-asiatique forgée dans des pays où le christianisme ne fait pas partie de la tradition culturelle dominante, comme c'est le cas aux Philippines et en Amérique latine.

— Quel type de front représente le NDF ?

— Le développement du NDF a été profondément marqué par l'état de loi martiale dans lequel le pays a vécu de fait de 1972 à 1986. Le PCP était la seule organisation, avec le Front de libération nationale Moro (MNLF) dans les communautés musulmales, à pouvoir opérer efficacement dans ces conditions. Tout grou-

pe clandestin devait accepter un front uni dirigé par le PCP. Il n'y avait pas d'autres possibilités. Il n'existait pas d'autre parti révolutionnaire marxiste à l'époque, au début de la loi martiale. Le NDF a donc été un mouvement dirigé par le PCP avec la participation d'éléments non membres du parti.

Les CNL, composante originelle du NDF, ont de ce point de vue, je le rappelle, une histoire particulière. Ils ont une origine indépendante et beaucoup de leurs membres n'étaient pas « assimilables » dans le parti. Bien que membres du NDF, ils n'étaient pas des sympathisants en voie d'intégration dans le parti. Le NDF est donc en cela un front qui constitue un cadre de collaboration entre des éléments proprement « nationaux-démocrates » (engagés dans une lutte à long terme sur les objectifs nationaux-démocratiques), mais qui n'intégreront néanmoins jamais le PCP. Ce type d'individus est devenu plus nombreux au sein du NDF au fur et à mesure de son développement.

Il y eu, vers 1982, une tentative d'intégration au NDF d'autres forces politiques, d'origine non maoïste : les marxistes indépendants et des sociaux-démocrates. C'est à ce moment qu'un nouveau programme du NDF a été préparé. Mais

cette intégration n'a pas pu avoir lieu. Néanmoins, l'effort d'ouverture réciproque réalisé à l'époque a porté des fruits : il a aidé à dépasser les rapports d'hostilité antérieurs, à établir des relations informelles de coopération pratique.

A l'avenir, il est possible que le NDF, lui-même un front uni, deviendra une composante d'un front uni plus large avec d'autres forces, y compris dans la lutte révolutionnaire clandestine, et pas seulement dans le cadre des activités de masse légales ou semi-légales. D'autres forces militaires apparaissent, comme la CPLA (Armée populaire de libération de la Cordillera, ndlr.) On verra comment la situation se présentera au moment d'un nouveau tournant répressif.

Je dirais que pour le mouvement progressiste aux Philippines, le problème est de savoir développer une véritable coalition sans pour autant perdre de vue les données stratégiques de la lutte. Et de savoir comment, dans cette perspective, intégrer mieux que par le passé des facteurs internationaux, comme le rôle du bloc soviétique, et nationaux, comme le rôle des sociaux-démocrates. Il reste beaucoup à étudier. ■

Propos recueillis par Paul PETITJEAN, Manille, le 8 août 1986.

## La création du Partido ng Bayan

### Interview de José Maria Sison

**J**OSÉ Maria « Joma » Sison est l'un des personnages clef de la gauche révolutionnaire philippine. Exclu du PKP (Parti communiste des Philippines, pro-Moscou) en 1967 pour ses critiques à la direction de ce parti, il crée, en décembre 1968, le « nouveau » Parti communiste des Philippines (PCP), dont il sera le président jusqu'à son arrestation en novembre 1977. Un des derniers prisonniers à être libéré après la victoire de Corazon Aquino, Joma a joué un rôle tout à fait particulier depuis. Déployant une intense activité, écrivant dans la presse, apparaissant à la télévision, donnant des conférences et des interviews, il s'est largement exprimé sur le présent et l'avenir de la révolution aux Philippines. Mais Joma n'a pas repris la présidence du PCP et n'a d'ailleurs plus de fonction dirigeante en son sein. C'est à son initiative qu'a été lancé le Partido ng Bayan (Parti du peuple, PnB) comme expression politique du courant national-démocratique. Dans l'interview ci-dessous, il explique la nature du PnB et le rôle que ce parti peut jouer dans les mois à venir. ■

« INPRECOR » : — Le Partido ng Bayan (Parti du peuple, PnB), doit être bientôt formé. Quel peut être son rôle ?

José Maria SISON : — C'est la première fois que la forme parti est utilisée par le mouvement national-démocratique. Jusqu'ici, ce dernier avait employé plusieurs autres formes d'organisation. Mais la nécessité de créer un tel parti, qui a maintenant pris pour nom Partido ng Bayan, s'est faite ressentir parce que les organisations de masse national-démocratiques se sont avérées trop limitées sur le plan politique. Elles n'avaient souvent pas d'autre choix que celui d'appuyer des politiciens appartenant aux classes dominantes, mais qui étaient des exceptions, dans le sens où ils adoptaient des orientations

national-démocratiques.

Dans cette situation, la tendance était de suivre les partis traditionnels. Par exemple, à Mindanao, des liens étroits existaient entre Bayan et le Parti démocratique philippin-Combat (PDP-Laban). A cause de cela, Bayan est devenu un terrain de recrutement pour le PDP-Laban. Et nous savons très bien que le PDP-Laban est contrôlé par des gens comme Peping Cojuangco et d'autres représentants des classes dominantes. Il existe donc un vide qui est en train d'être rempli au travers du lancement d'un parti national-démocratique proprement dit.

Le PnB a un programme national-démocratique assez semblable à ceux de nombreuses organisations et alliances nationales-démocratiques. Et je voudrais signa-

ler une des dispositions de ses statuts, à savoir que pas moins de 60 %, mais pas plus de 70 % de tous les organismes dirigeants, à partir du niveau municipal, doivent être composés de représentants du mouvement ouvrier et paysan, c'est-à-dire des masses laborieuses. Cette disposition vise à garantir le caractère populaire du parti et la formation de dirigeants issus des masses.

Aussi, dans le Partido ng Bayan, les gens reçoivent une formation politique et sont organisés et mobilisés sur les questions qui les touchent. Ce PnB ne se réveillera pas uniquement pendant la campagne électorale pour faire des promesses, comme c'est le cas habituellement des partis traditionnels. Le PnB est un parti qui s'engagera dans une lutte permanente contre ceux qui oppriment et exploitent le peuple.

-- Quelles sont donc les questions sur lesquelles le Partido ng Bayan mobilisera dans la période qui vient ?

-- Cela pourrait se faire autour de mots d'ordre contre le chômage, la pauvreté et la question des paysans sans terre. Donc, sur les questions de l'emploi et de la réforme agraire. Ce sont des thèmes qui faciliteraient l'unité du mouvement de masse partout dans le pays.

Bien sûr, en même temps que nous avancerons des revendications positives, comme celles des emplois et de la réforme agraire, il doit aussi y avoir une critique des forces hostiles qui ont créé cette situation caractérisée par le chômage, la pauvreté et la question de la terre, problèmes dont souffrent tous les véritables producteurs dans cette société, et principalement les ouvriers et les paysans.

-- Le PnB sera un parti légal. Quel est son rôle par rapport au Parti communiste des Philippines et à la Nouvelle armée du peuple ?

-- Je ne peux pas parler pour le PCP mais je peux analyser, de manière intellectuelle, la relation du PnB avec le PCP. Je dirai donc que le PnB n'est ni un rival ni un concurrent, ni un prolongement ni un remplacement du PCP.

Je crois que le PCP restera le parti marxiste-léniniste d'avant-garde du prolétariat. Il demeure le parti prolétarien qui dirige la révolution philippine et les larges masses populaires. Je pense que les militants révolutionnaires continueront de prendre cet élément comme point de départ et que même les responsables et les militants du PnB ne trouveraient aucune raison de se plaindre de cette formulation.

Le PnB ne prétend aucunement être le parti marxiste-léniniste d'avant-garde du prolétariat. Il ne prétend même pas être simplement le parti prolétarien.

Permetts-moi de situer le PnB dans son contexte. Disons qu'on adopte un point de vue révolutionnaire. Comment alors comparer la forme légale de la lutte avec la forme armée. On mettrait bien sûr la lutte armée au premier rang. Elle prime

sur la lutte légale, n'est-ce pas ?

-- La création du PnB ne signifie donc pas que le PCP abandonne sa ligne de lutte armée ?

-- Si je répondais à ta question, cela signifierait que j'accepte qu'il y ait un rapport quelconque entre le PnB et le Parti communiste. Disons plutôt les choses de la manière suivante : personnellement, je pense que le PnB joue un rôle secondaire par rapport aux organisations révolutionnaires, lesquelles pourraient être plus efficaces dans l'effort pour transformer de manière radicale la société philippine.

Mais le PnB aura sa propre intégrité organisationnelle et politique. Il aura peut-être, sur une série de questions, des positions similaires à celles d'autres organisations, comme le PCP. Il n'est pas étonnant que deux forces différentes aient des positions semblables sur certaines questions. Le PnB évitera toujours d'avoir des liens organisationnels quelconques qui le mettraient dans une situation où il risquerait d'être l'objet de mesures de répression.

-- La formation du Partido ng Bayan n'est donc pas une manière détournée d'obtenir la légalisation du PCP ?

-- Non le Parti communiste lui-même peut très bien se légitimer. Et je crois que la meilleure manière pour le Parti communiste de devenir légal serait de prendre le pouvoir, ou de faire partie d'un nouveau gouvernement de coalition, au sein duquel il continuerait à suivre son cours révolutionnaire.

-- En tant que parti légal, le PnB va-t-il s'engager dans la joute électorale ?

-- Oui. Permetts-moi d'expliquer pourquoi il est maintenant possible de procéder ainsi. Aujourd'hui, il existe tout un éventail d'organisations et de luttes légales. Mais nous n'avons pas commencé par des luttes électorales. Il était nécessaire de construire un large soutien de masse pour le PnB, pour pouvoir affronter la puissance de l'argent qui est derrière les partis traditionnels. Dans de nombreux endroits où le mouvement de masse est déjà assez fort, l'argent des classes exploiteuses ne comptera plus comme avant.

-- Quelle est la force du Partido ng Bayan ?

-- Le nombre de membres effectifs se chiffre aujourd'hui par milliers. Tu vois, il y a deux millions d'adhérents dans les organisations qui composent Bayan. C'est cela, la base du recrutement aux sections du PnB. On pourrait dire que c'est là notre force potentielle. Mais l'objectif actuel pour le recrutement de membres dans nos sections est au minimum de 10 000.

Je pense que l'implantation du PnB sera très large, au Nord aussi bien qu'au Sud. Manille sera l'un de nos bastions. Là où Bayan est forte, le PnB sera fort, c'est

garanti. Là où le peuple est déjà combatif sur la ligne national-démocratique, le PnB sera également fort.

-- Est-ce que cela veut dire que la base de masse du Partido ng Bayan peut atteindre les dix millions de personnes ?

-- Six à dix millions, tu peux dire que c'est cela le potentiel. Mais il faut que le PnB fasse son propre travail. Il ne doit pas dépendre du travail fait par d'autres organisations. En effet, il accepte des membres sur une base individuelle. Tu vois, le PnB commence avec des cadres issus d'organisations de masse et d'alliances national-démocratiques. C'est de cette manière-là que les semis de Bayan vont pousser. Les militants sont déjà formés sur la ligne national-démocratique. Ensuite, le PnB développera son propre élan, conformément à sa propre intégrité politique et organisationnelle. Il n'a pas l'intention de dépendre de Bayan ni d'autres organisations.

Adhérer au PnB relève d'un choix individuel. Certaines personnalités de Bayan, qui sont devenues *Officers in Charge* (OIC, administrateurs responsables, cadres nommés par la présidence pour administrer des zones du pays, ndlr.) ont de la même manière accepté d'être des adhérents du PDP-Laban.

-- Quelle sera ta propre fonction dans le PnB une fois qu'il sera formellement constitué ?

-- Je ne me présenterai pas à un poste de responsabilité quelconque du Partido ng Bayan. En fait, au moment de la fondation du PnB, les 30 et 31 août, je refuserai qu'on me propose pour de telles responsabilités. Être président de la commission préparatoire, cela me suffit largement.

-- Quelle sera, penses-tu, la force du PnB sur le plan électoral ?

-- Le PnB peut être sûr d'être le principal parti dans 15 à 20 % du pays. Et dans certaines autres régions, le PnB peut faire élire ses candidats au travers des alliances avec d'autres partis.

-- Le Parti communiste des Philippines a tiré un bilan autocritique de sa campagne de boycott des élections présidentielles de février dernier. Quel est ton avis à ce sujet ?

-- La politique du boycott a été qualifiée d'erreur tactique majeure par le Parti communiste des Philippines. Cela signifie que la gauche révolutionnaire n'a pas obtenu autant de gains qu'elle aurait pu le faire, mais non pas que le PCP a perdu une partie de ce qu'il avait déjà. Il ne s'agit pas du fait que le PCP avait 100 points avant le boycott et que ces 100 points sont passés à 80 à cause du boycott. Il s'agit du fait que le mouvement national-démocratique n'a obtenu que 120 points au lieu de 150.

La politique du boycott n'a pas vrai-

ment été considérée comme une erreur stratégique majeure. Il n'y a pas eu d'erreur du type de considérer que la lutte armée est déjà inutile, qu'elle est en train de devenir secondaire par rapport à d'autres formes de lutte. Il n'y a pour l'instant aucune direction qui commette cette erreur-là.

— Dans quelle mesure est-ce que la politique du boycott prônée par le PCP a influé sur le résultat des luttes de février ? Dans quelle mesure est-ce qu'elle a affaibli la position des organisations national-démocratiques comme Bayan ?

— Il aurait pu y avoir plus de progressistes au gouvernement. Mais, tu vois, il y a déjà des libéraux-démocrates là-dedans. Et dans beaucoup de secteurs, par manque de personnel, des adhérents de Bayan ont été recrutés pour occuper des postes dans de nombreux bureaux gouvernementaux, par les différents partis qui soutiennent le gouvernement Aquino, surtout là où les capacités individuelles ont pesé.

Dans les endroits où Bayan et le PDP-Laban travaillent ensemble, il y a eu des concessions mutuelles entre les deux. Et après les élections, après les événements de février, un nombre considérable d'adhérents de Bayan sont devenus gouverneurs, maires, etc. Prenons le cas de l'île de Mindanao où ils ont obtenu plus de 200 postes de responsables locaux.

C'est à Manille que Bayan est censé avoir adopté la position la plus rigide sur la question du boycott, et c'est là, à un certain moment, qu'est apparu le divorce entre les masses et Bayan. Cela a représenté une perte. Mais les problèmes fondamentaux persistent toujours dans le pays : l'impérialisme US, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Donc, je pense que Bayan continue à détenir l'initiative pour développer le mouvement de masse, dans la région de la capitale et ailleurs.

— Durant la conférence qui vient de se dérouler (1), tu as dit qu'un jour ou l'autre le Partido ng Bayan devra constituer ses propres organisations de masse. Que veux-tu dire par là ? Il existe déjà pas mal d'organisations de masse.

— Le PnB pourra éventuellement former ses propres organisations de masse, mais celles-ci auront des rapports de coopération avec les autres organisations de masse national-démocratiques. Il n'y aura pas de problèmes : nous avons 54 millions de gens dans le pays. Bayan, la plus grande organisation national-démocratique, n'a pu organiser que deux millions d'entre eux. Plus d'efforts et plus d'initiatives démocratiques ne feront pas de mal au mouvement révolutionnaire.

D'un point de vue très révolutionnaire, on peut dire que tant qu'il y a un seul parti révolutionnaire prolétarien et une seule armée du peuple, alors la prolifération démocratique d'organisations de masse est quelque chose de très bien.

— Concernant le bilan du boycott, tu as expliqué que rien n'a été perdu ...

— Rien n'a été perdu de la force et de la puissance originelles.

— ... Mais on a l'impression que la gauche philippine traverse un profond processus de réévaluation qui ne se limite pas au domaine tactique. Il y a un débat qui va au-delà de la question du boycott lui-même. Et la fondation de Bisig illustre les évolutions en cours dans un autre secteur de la gauche philippine. Quels sont, à ton avis, les principaux traits de l'évolution des forces révolutionnaires et de la gauche aux Philippines aujourd'hui, après l'expérience des derniers événements ?

— Je parlais de la non solution des problèmes fondamentaux des Philippines, tels l'impérialisme US, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Après l'euphorie des événements de février, il est maintenant complètement clair que la polarisation de la vie politique philippine continue de manière aussi vive. Il y a aujourd'hui une situation plus complexe pour le système dominant et le gouvernement. Même au sein de ce gouvernement, il y a maintenant trois fractions qui se livrent à des manœuvres et des contre-manœuvres au sein de la bureaucratie civile et des forces armées des Philippines. Je pense que le système dominant s'affaiblit et que les forces révolutionnaires solides se renforcent.

— Que penses-tu de la question du front uni ? En ce domaine, est-ce qu'il y a une différence dans la conception même du front uni ou de sa pratique, en ce qui concerne les périodes d'avant et après

février ? Concernant son ampleur ou la façon de le construire ?

— Je pense que le front uni, en tant que ligne de classe, reste une constante et que la manière de structurer le front uni demeure constante. Tout d'abord, l'alliance fondamentale entre la classe ouvrière et la paysannerie, c'est-à-dire les masses laborieuses, doit être assurée, parce qu'elle constitue le socle de tout front uni révolutionnaire. Ensuite, on arrive au niveau suivant, celui d'étendre le front uni : on pourrait caractériser les forces révolutionnaires fondamentales comme étant constituées par les masses laborieuses avec, en plus, la petite-bourgeoisie urbaine. Ensuite, si on ajoute la bourgeoisie moyenne à ces forces fondamentales de la révolution, on obtient un front uni national large. Puis après, on arrive à un autre niveau encore différent : celui de savoir comment profiter des divisions et des conflits au sein des classes exploiteuses.

— Quel est l'objectif de tous ces niveaux de la politique du front uni ?

— Il consiste à isoler et à détruire les pires des réactionnaires et à libérer le pays de la domination étrangère et féodale. ■

Propos recueillis par Paul PETITJEAN, Manille, le 6 août 1986.

1. Conférence de la Union of Christian Churches of the Philippines (UCCP, Union des églises chrétiennes des Philippines, protestant) tenue le 6 août 1986 à Manille.

## Bisig: une force explicitement socialiste

Interview de  
"Randy" David et "Dodong" Nemenzo

DANS l'éventail de la gauche révolutionnaire philippine, le mouvement Bisig occupe une place particulière. Ni un parti ni une coalition, il regroupe des militants venus de différentes traditions politico-culturelles et qui se réclament ouvertement du socialisme. Dans l'interview que nous publions ci-dessous, Francisco « Dodong » Nemenzo et Randolpho « Randy » David, respectivement président et vice-président de Bisig, expliquent ses origines et son caractère ainsi que son rôle dans le mouvement révolutionnaire aux Philippines. ■

« INPRECOR » : — Bisig a été créé en mai dernier. Que signifie le nom de cette organisation ?

« RANDY » : — Bisig est le sigle de Bukluran sa Ikaunlad ng Sosyalistang Isip at Gawa. Mais Bisig signifie aussi le bras d'une personne. En tagalog, c'est le mot qui symbolise « Travail ». Bukluran signifie « alliance » ou « union ». Cela veut donc dire Union pour le développement de la théorie et de la pratique socialiste. Voilà ce que signifie Bisig.

— Union ? Ce n'est ni un parti ni une coalition ?

« RANDY » : — Dans notre langue, on pourrait traduire Bukluran par unité. Un forum pour l'unité. Ce n'est pas encore tout à fait un parti, mais c'est plus qu'un mouvement, car ce n'est pas une organisation informelle. Bisig est un regroupement de socialistes provenant de positions idéologiques différentes. Il y a des socialistes marxistes, mais il y a aussi des socialistes qui ont découvert le socialisme à partir de leur foi chrétienne. D'autres y sont arrivés à partir d'une activité organisée à petite échelle. Ces gens se sont rendus compte qu'il ne pouvait pas y avoir de travail communautaire organisé sans que l'on s'oriente, en dernière

re analyse, vers des structures fondamentalement socialistes.

C'est ce qui unit ces socialistes entre eux. Je pense qu'il s'agit d'un mouvement de rejet du bureaucratisme et du socialisme autoritaire, d'un socialisme centré sur un Etat. Parce que si l'on examine le passé des gens qui participent à Bisig, certains d'entre eux viennent du vieux Parti communiste des Philippines (PKP), d'autres du nouveau Parti communiste philippin (PCP), certains de la tradition populiste communautaire et qui ont probablement commencé à militer en s'inspirant des idées de Saul Alinsky (1). D'autres viennent de la tradition de la social-démocratie chrétienne. Mais tous sont profondément convaincus que le socialisme adapté aux réalités philippines doit être dès le départ radicalement différent de celui qui est centré sur un Etat. Pour résumer, un socialisme qui soit vraiment populaire, qui donne le rôle principal aux organisations populaires et non pas à un parti unique tout puissant.

C'est aussi une raison pour laquelle un certain nombre de ceux qui ont rejoint Bisig ont été relativement réticents à construire directement un parti, parce qu'ils pensaient qu'il devait y avoir des voies alternatives à celle du parti. Ce sont des questions toujours en discussion au sein de notre organisation.

— Peut-on dire que Bisig est le produit de la révolution de février ?

« DODONG » : — Absolument pas. Il est vrai que Bisig a vu le jour fin mai 1986, après la révolution de février. Mais notre programme était fondamentalement défini en décembre 1985. Nous avons tenu notre pré-congrès en janvier. Avant même le renversement de Marcos, nous avions prévu de lancer Bisig. Ce n'est donc pas quelque chose qui est le produit des événements de février. Il aurait été formé même si Marcos était toujours là. De fait, notre programme, qui est connu sous le nom de « Livre bleu » et qui présente notre vision du socialisme, était conçu dans le contexte de la dictature de Marcos. Si bien que nous allions devoir l'actualiser. Mais à cette époque, nous ne voulions pas le modifier.

Il y a déjà eu deux tentatives de construire un parti socialiste aux Philippines. Dans les deux cas, le parti socialiste fut créé sans programme socialiste. La première tentative date des années 1930 et portait de l'idée de capitaliser simplement les traditions millénaires de Luzon central. C'est flagrant dans les écrits de Luis Taruc, qui faisaient uniquement appel aux sentiments populistes. Si bien que ce parti socialiste-là fut aisément absorbé par les staliniens, qui apparurent dans le pays à peu près à la même époque.

La seconde tentative date de 1966. Mais cette fois-là, le programme du parti était un programme nationaliste. Il ne différait pas du programme du Mouvement pour l'avancée du nationalisme (MAN). C'est pourquoi nous pensons que le socialisme n'a jamais été expliqué à notre peuple.

Il a été caricaturé, et même les gens qui se pensent socialistes ou communistes n'ont jamais vraiment essayé de défendre le socialisme. Nous sommes en train de renverser ce processus. Nous allons mener une campagne d'éducation pour expliquer ce qu'est le socialisme, pour le défendre contre les déformations, pour propager le socialisme scientifique. Notre idée, c'est de préparer la construction d'un véritable parti socialiste des Philippines. Même le Parti communiste des Philippines n'a jamais ouvertement défendu le communisme ou le socialisme. Il s'est toujours camouflé derrière les apparences du nationalisme. Il n'y a jamais eu de tentative d'adapter le socialisme à la situation de ce pays.

Les gens qui participent à Bisig proviennent au moins de quatre courants idéologiques : le vieux communisme « lavaïste » (2), la version maoïste du communisme, la social-démocratie chrétienne, et ceux qui n'ont jamais appartenu à ces courants. Dans Bisig, nous ne voulons pas simplement regrouper ceux qui sortent de ces traditions, nous voulons faire une synthèse.

— Construisez-vous une organisation pluraliste ?

« DODONG » : — Je n'aime pas trop le mot pluraliste dans ce contexte, car il présuppose que des tendances différentes agissent de manière plus ou moins autonome à l'intérieur d'une structure commune. Dans Bisig, nous essayons de forger une idéologie cohérente, mais en apprenant de ces quatre traditions.

« RANDY » : — Nous tentons de conserver leurs aspects positifs à partir de notre propre expérience. Donc, ce n'est pas du tout comme si dans nos débats il y avait un maoïste argumentant toujours comme un maoïste, ou un social-démocrate comme un social-démocrate, et ainsi de suite. Voilà pourquoi il nous a fallu du temps avant d'être prêts à lancer Bisig comme organisation formellement constituée. Une année de discussions hebdomadaires.

Je dois souligner que ces discussions ont été éducatives pour nous tous. Parfois, nous qui venons d'un courant plus lié au marxisme, nous agissons comme si tout le monde parlait de prémisses marxistes. Juste un exemple : l'un d'entre nous, venant de l'université, adoptera souvent un point de vue scientifique pour défendre la nécessité du socialisme. Il dira que seul le socialisme peut garantir le progrès continu et le développement des forces productives. Eh bien, beaucoup de nos amis venant de la tradition social-démocrate chrétienne, pensent qu'il s'agit-là d'une vision quelque peu étroite du socialisme. Ils pensent qu'une attention équivalente doit être portée à la supériorité éthique du socialisme. Cela n'est pas entièrement étranger à la tradition marxiste, bien sûr, surtout si l'on regarde les écrits du jeune Marx quand il parle d'aliénation, etc. Nous avons eu des débats intenses sur cette question.

Je suis presque certain qu'à un moment ou à un autre, quand les marxistes européens auront considéré cette magnifique expérience, qu'ils vont dire qu'il ne s'agit là que d'éclectisme. Quoiqu'il en soit, comme nous le disons très clairement, il s'agit d'une tentative de confectionner un socialisme philippin approprié à nos conditions. Et nous sommes très attentifs à laisser de côté toute tendance dogmatique. Il y a tant d'esprit d'ouverture parmi nous que j'ai parfois l'impression que ceux qui viennent de l'université commencent à ressembler à des chrétiens, et que ceux qui ont commencé par la foi se mettent à ressembler à des marxistes.

« DODONG » : — Quand nous parlons de socialisme philippin, je ne veux pas donner l'impression que nous avons un point de vue très partiel. Je pense au contraire qu'il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui aux Philippines, c'est nous qui avons la perspective la plus internationaliste. Si l'on prend par exemple le PCP, depuis que la Chine a laissé tomber Mao Zedong, ce parti a été très réticent à prendre position sur une question internationale quelconque. La même chose pour les sociaux-démocrates.

Le PKP n'est internationaliste que dans la mesure où il conserve les yeux fixés sur la ligne de Moscou. Quand nous parlons de socialisme philippin, nous voulons dire que nous rejetons ce type de politique et que nous ne sommes pas indifférents aux événements qui se passent dans le monde ! Nous sommes très intéressés par l'économie mondiale, par les processus en cours dans les pays socialistes, par les luttes des peuples du tiers-monde, et nous essayons de nous informer par nous-mêmes sur les luttes de la classe ouvrière dans les pays capitalistes. L'usage constant que nous faisons de l'expression « socialisme philippin » doit être interprété dans ce sens.

— La création de Bisig est le produit d'un long processus ...

« RANDY » : — Si on remonte quelques années en arrière, on constate qu'il existait différents groupes : le PKP, le PCP, le Front national démocratique (NDF), les sociaux-démocrates, etc., mais qu'il y avait toujours des gens qui pensaient qu'ils ne pouvaient pas être en accord avec certaines perspectives et méthodes de travail de ces partis. De même, des gens qui appartenaient à ces organisations se sont aperçus qu'ils avaient des divergences de fond et en sont sortis. Beaucoup de ces personnes, de façons différentes, travaillaient depuis des années avec ces groupes, espérant parvenir à y intégrer leurs propres perspectives et leur propre

1. Saul Alinsky, penseur chrétien, est l'auteur d'analyses sur le travail social et l'organisation communautaire dont se sont inspirés les éléments chrétiens des communautés chrétiennes de base.

2. Les trois frères Lava — Vicente, José et Jésus — ont joué un rôle de premier plan dans le PKP à partir des années 1940.

influence en tant que gauche indépendante.

Après l'assassinat d'Aquino en 1985, nous avons assisté à plusieurs tentatives de mettre sur pied des groupes de caractère indépendant. Je pense que l'élan pour la formation de Bisig est réellement né en 1985, après que deux tentatives de construire un front uni eussent échoué, d'abord le mouvement « Justice pour Aquino, justice pour tous » (JAJA) et, ensuite, la Coalition des organisations pour réaliser la démocratie (CORD).

Quand le projet de création de Bayan a été lancé par CORD, il était conçu sur la base des divisions traditionnelles : nationaux-démocrates (NDs), sociaux-démocrates (SDs) et libéraux-démocrates (LDs). Les groupes indépendants décidèrent alors qu'il s'agissait-là d'une subdivision qui ne rendait pas compte de la variété des groupes existants, si bien que ceux qui n'étaient ni NDs, ni SDs, ni LDs ont décidé d'entreprendre de se regrouper, avec, comme premier objectif, de former un bloc dans le cadre de Bayan.

Ce bloc s'est fait connaître sous le nom de Démocrates indépendants (ID) selon la terminologie propre de Bayan. Plus tard, il fut dénommé Caucus indépendant (IC). Ce Caucus indépendant a participé activement à Bayan, mais il a fini par le quitter, non pas avec les sociaux-démocrates et les libéraux-démocrates, qui sont partis au moment du congrès (de fondation, de mai 1985, nldr.), mais plus tard, après que les tentatives de construire un front uni, même limité, avec les nationaux-démocrates, soient apparues trop difficiles. Alors, les membres de l'IC ont décidé d'aller de l'avant. Durant plus d'un an, il y a eu des réunions hebdomadaires pour tenter de définir qui nous étions, ce qui nous réunissait, quelles perspectives politiques particulières nous différenciaient des autres groupes. Cela a créé des relations de travail tout au long d'un processus pratique, plutôt que de conduire à la constitution immédiate d'une structure formelle.

Finalement, un pré-congrès de l'IC a été décidé, Bisig n'ayant pas encore été choisi comme nouveau nom. A partir du pré-congrès, la décision a été prise de s'atteler à la formation d'une union. Nous étions tous socialistes, nous sentions que le socialisme devait être mis à l'ordre du jour. Les autres groupes parlaient de social-démocratie, de démocratie nationale ou de démocratie libérale, dont nous pensions qu'il s'agissait de questions transitoires. Pour certains autres groupes bien sûr, comme le PCP, le fait d'être un parti communiste devrait conduire au socialisme. Mais, malheureusement, ils n'ont pas posé ouvertement la question du socialisme. Et nous pensons, quant à nous, que le moment était venu de proposer une perspective plus claire, notamment pour que les travailleurs puissent s'identifier à une lutte à plus long terme qui aurait un contenu socialiste.

Des groupes qui ne faisaient pas partie à l'origine du Caucus indépendant, avaient aussi une ligne socialiste. Nous avons appris à nous connaître et ces grou-

pes ont pris part, au mois de mai, à la création formelle de Bisig.

— Bisig a donc été fondé par un ensemble de petites organisations ?

« RANDY » : — Au départ, le Caucus indépendant était composé d'organisations et de quelques individus. Mais, en ce qui concerne Bisig, nous avons décidé d'être moins ambitieux dans nos objectifs. Nous avons refusé de présumer que, parce que la direction de certaines organisations étaient déjà dans l'IC, tous les militants devaient se joindre à la création de Bisig. A partir du moment où nous avons parlé d'une vision socialiste particulière, nous avons décidé de construire une organisation d'abord provisoire, ouverte uniquement à des membres individuels. Cela laissait plus de temps pour toucher chaque membre de chaque organisation concernée et de leur parler de cette perspective socialiste. Nous ne voulions pas que le fait de rejoindre Bisig résulte d'une simple décision prise par les directions, mais qu'elle implique au contraire tous les militants de chacune de ces organisations.

Déjà près de la moitié de ces organisations ont suivi la totalité du processus, en travaillant sur les textes de base et vont rejoindre collectivement Bisig. Maintenant, nous attendons avec espoir le moment où, après un an d'existence, nous pourrions transformer Bisig en une structure unie, mais basée sur une unité qui soit d'un niveau supérieur à celui représenté par les quelque deux cent personnes qui ont formé cette structure en mai dernier.

« DODONG » : — L'un des avantages de commencer à une petite échelle, avec des adhésions individuelles, fut de pouvoir s'assurer que nous nous considérions bien comme une seule organisation et non pas comme une coalition regroupant différentes tendances. Et même si beaucoup de ces personnes se trouvaient à la direction de différentes organisations, nous avons pu, en commençant ainsi, casser les étiquettes que les gens avaient l'habitude de coller sur chacun.

Quand, plus tard, Bisig intégrera plusieurs organisations, même si chacune d'elle conservera son autonomie, nous ne deviendrons pas une coalition de différentes tendances, mais une coalition de plusieurs organisations sectorielles qui adhéreront fondamentalement à un même projet. C'est pour cette raison que Bisig représente réellement une union et non une simple alliance ou un mouvement. C'est la fusion de plusieurs tendances plus qu'une coalition.

— Quels sont les principaux secteurs dans lesquels Bisig est implanté ?

« DODONG » : — Notre priorité est de militer dans le mouvement ouvrier aussi bien que dans les quartiers. Le travail dans les quartiers représente aussi une manière d'organiser les travailleurs. Dans le contexte philippin, il est parfois impossible d'organiser les travailleurs dans les entreprises au travers des syndicats. Il vaut

mieux le faire sur le lieu d'habitation. C'est pour cela que le travail dans les quartiers populaires des grandes villes est l'un des aspects de l'organisation de la classe ouvrière philippine.

Certaines personnes pensent que Bisig est essentiellement une organisation implantée parmi les intellectuels de l'Université des Philippines (UP). En réalité, la représentation la plus importante de Bisig est constituée par les pauvres des villes et les cadres organisateurs de leurs quartiers. Suivent les syndicalistes, puis les étudiants et, enfin, en dernier, les universitaires, la cinquième couche en nombre. Nous n'avons pas honte du fait que nous avons plus d'influence dans les milieux universitaires que les autres tendances, notamment à l'UP. Mais ceux-ci ne représentent réellement qu'une petite minorité au sein de notre organisation.

Nous sommes encore trop faibles à la campagne. L'un des groupes qui forment Bisig provient de Luzon central, mais la majorité de ceux qui nous ont déjà rejoint ne sont pas vraiment issus des zones rurales. Ils viennent des zones urbaines de Luzon central. Pour le moment, nous n'avons pas beaucoup de cadres paysans. Nous considérons vraiment cela comme une faiblesse.

« RANDY » : — En ce qui concerne les organisateurs, la majorité d'entre eux travaille dans les zones rurales. En ce qui concerne le travail de longue haleine, il y a des membres de Bisig qui sont déjà en train de travailler avec des organisations de paysans et de pêcheurs. Mais nous sommes très attentifs à ne pas prétendre que les groupes avec lesquels nous militons ou même que nous dirigeons sont automatiquement membres de Bisig. Car, tant qu'ils n'ont pas souscrit aux principes de Bisig, ils ne sont pas considérés comme membres. A cause du caractère pour le moment individuel de l'adhésion, les paysans et les pêcheurs ne sont pas encore aussi nombreux que nous le souhaiterions. C'est également vrai pour les militants syndicaux et ceux qui appartiennent à des organisations de quartiers pauvres des grandes villes.

« DODONG » : — Une autre raison explique pourquoi il y a eu aussi peu de paysans au congrès de Bisig. En effet, il y a des paysans de Luzon central qui ont participé aux réunions de pré-congrès et qui n'avaient pas assez d'argent pour se rendre à Manille. Mais nous essayons de créer des sections de Bisig dans leurs régions. Donnez-nous un an environ et les paysans seront plus largement représentés parmi nos adhérents. Géographiquement, nous sommes aussi liés à des groupes dans le Luzon du Sud, à Quezon, à Mindanao et dans les Visayas.

— Quelles sont les principales tâches que s'est assigné Bisig lors de son congrès de fondation pour la période à venir ?

« RANDY » : — Beaucoup de choses ont été dites sur le gouvernement installé après la révolution de février. Mais je pen-

se que tout le monde comprend que l'aspect le plus important de ce gouvernement, c'est qu'il a ouvert une conjoncture démocratique. C'est le moment idéal pour s'organiser politiquement.

Nous ne savons pas combien de temps va durer cette conjoncture. J'espère que cela nous laissera suffisamment de temps. Mais que cette période soit de courte ou de relativement longue durée, nous pensons que c'est le moment pour nous d'entreprendre au moins deux choses. La première, c'est la tâche d'éducation socialiste et d'organisation des socialistes. Comme nous l'avons dit auparavant, alors que les partis communistes — l'ancien et le nouveau — sont implantés depuis fort longtemps dans ce pays, ils ont peu mis l'accent sur la compréhension d'une vision socialiste de la société. En grande partie, leur militantisme politique s'est fait sous le drapeau du nationalisme ou de la démocratie, mais jamais sous celui du socialisme. Et nous pensons que même s'il n'est peut-être pas possible aux socialistes d'arriver au pouvoir dans la situation actuelle, cela ne doit pas les dispenser d'élaborer un programme socialiste et d'en expliquer la signification. C'est donc là notre première tâche, celle de l'éducation socialiste.

La seconde tâche qui nous a paru nécessaire, suite à notre expérience, a toujours été considérée comme importante mais a rarement été menée à bien. C'est la nécessité de travailler à la création d'un front uni des forces progressistes. Vous savez que la situation des Philippines a été dominée par la présence particulière du PCP. Nous pensons que ce parti aura beaucoup de difficultés à parvenir au pouvoir par ses propres moyens et à établir une société socialiste. Je pense qu'il est du même avis : le front uni est nécessaire.

Mais un front uni sous-entend l'existence d'autres forces progressistes organisées de manière similaire. Aussi pensons-nous qu'il fallait créer d'autres groupes. Puisque nous sommes issus de traditions socialistes distinctes, Bisig est en très bonne situation pour servir de lien entre les diverses forces progressistes du pays. C'est donc là le second objectif de Bisig.

— L'expérience de diverses coalitions et de fronts unis, notamment en 1983-1984, a joué un grand rôle dans la formation de Bisig. Pouvez-vous revenir sur les leçons que vous en avez tiré ?

« DODONG » : — Depuis les années 1950 aux Philippines, il y a eu toute une série d'efforts pour construire un front uni. Mais les participants portaient de l'idée d'un front uni derrière une avant-garde unique. Cela n'a jamais fonctionné. Il y avait les organisations de masse du parti qui formaient un semblant de front uni avec quelques libéraux naïfs ou quelques politiciens opportunistes désirant obtenir le soutien du parti. Mais ce n'était pas à proprement parler un front uni.

Nous avons espéré que Bayan serait un front uni dans le genre de celui qui existe au Salvador, ou même au Nicara-

gua, c'est-à-dire où différentes tendances travaillent ensemble, sans que l'une d'entre elles contrôle complètement l'ensemble du processus de construction du front uni. Notre conviction sur ce que devrait être un front uni a été entièrement justifiée par ce qui s'est passé ensuite. Maintenant, nous faisons cependant à nouveau des efforts pour construire des fronts unis sur des thèmes très précis. Je pense que nous allons jouer un rôle important dans l'ensemble de ce processus, parce que nous avons beaucoup réfléchi aux expériences précédentes de construction de fronts unis.

« RANDY » : — Bien sûr, on ne peut pas simplement rejeter la responsabilité de ces échecs sur le parti qui était le plus fort. Il était et il demeure la force la plus importante. Mais la plus grande difficulté, qui surgit toujours quand on essaye de construire différentes coalitions et de former des fronts unis, c'est le fait qu'il y avait une grande force militante avec une perspective idéologique bien définie, et qui fonctionnait à côté des organisations de masse dont beaucoup n'avaient pas de conceptions idéologiques très claires. Si bien que les distinctions idéologiques — dont nous pensons qu'elles sont nécessaires dans un front uni pour qu'il ait une réelle existence et ne soit pas le simple front d'un parti — n'étaient pas exprimées. C'était là la principale pierre d'achoppement.

Une autre est constituée par les suspicions mutuelles et par toutes sortes d'expériences du passé qui font que les groupes étaient constamment sur leurs gardes. Tout cela remonte même à la période d'avant l'instauration de la loi martiale (en 1972, ndlr.) entre les SDs et les NDs. Rassembler tout ce monde, surtout après l'assassinat d'Aquino, ce fut un problème ardu, justement à cause du passé. En ce qui nous concerne, nous pensons que nous pouvons jouer un rôle important dans la construction d'un front uni. Ceux d'entre nous qui faisaient auparavant partie des SDs et des NDs ont souvent conservé de bonnes relations avec leurs anciennes organisations. Ceux qui ont toujours été indépendants de ces deux groupes sont souvent ouverts aux diverses tendances qui existent dans le pays et ils ne sont pas entravés par l'acrimonie et les vieilles rancœurs qui existaient dans le passé. Nous pensons qu'à l'avenir, il sera plus facile de travailler ensemble. Nous verrons bien.

L'un des problèmes spécifiques liés à cette méfiance mutuelle, c'est que vous avez des organisations de masse travaillant dans un cadre légal, mais qui sont plus ou moins liées au NDF clandestin ou au PCP. Cela met automatiquement dans la tête des autres groupes la peur qu'il puisse y avoir des projets cachés. La tendance a été de tenter de passer sous silence les divergences plutôt que de confronter les problèmes et de voir exactement quelle pourrait être la base concrète de l'unité.

Invariablement, au cours du travail en commun, toutes ces divergences sont remontées à la surface, ce qui a conduit à

la rupture d'un grand nombre de ces coalitions, par exemple JAJA.

— Quelles sont les principales échéances politiques dans les six mois à venir ?

« RANDY » : — Je pense que certaines questions vont être au centre de l'actualité. D'abord dans les six prochains mois, nous allons voir quelle va être l'issue des négociations entre le gouvernement philippin et le NDF. Ensuite, va se poser la question du rôle que doivent jouer les militaires au sein du gouvernement. Nous comprenons bien qu'il y a une forte volonté de la part de la hiérarchie militaire, au moins du secteur qui est dirigé par Enrile, d'obtenir pour elle un espace plus large que celui qui lui a été accordé par le gouvernement de Corazon Aquino. La troisième question sera celle des élections locales. Tout le monde se demande si Cory Aquino va former son propre parti électoral, soit sous forme de coalition, soit sous celle d'un nouveau parti. Les gens se demandent aussi dans quelle mesure la gauche va participer, et de quelle manière, à ces élections (3).

Le quatrième problème est lié à la commission constitutionnelle. Parce que dans les six mois qui viennent, un projet de nouvelle Constitution va être soumis à la ratification populaire. Aujourd'hui nous ne savons pas exactement quelle va être la nature de cette Constitution ni quelle position vont prendre les différentes forces politiques, si elles vont mener campagne pour l'accepter ou si elles vont appeler au boycott. Parce que dans le processus de rédaction de la Constitution, plusieurs questions ont été débattues, dont celle de la souveraineté économique, celle du rôle — s'il doit y en avoir un — que les investissements étrangers peuvent jouer aux Philippines, celle des bases américaines, celle de la politique qu'il faut adopter par rapport aux armes nucléaires, celle de la réforme agraire.

Je suis certain que ces questions, qui ont déjà suscité beaucoup de débats ces dernières semaines, vont refaire surface dans les six prochains mois, quand va arriver le moment de ratifier ou non la nouvelle Constitution. Je pense qu'il s'agit là des questions politiques les plus importantes des six mois à venir. Il y a bien sûr toujours la question du défi posé par les partisans abandonnés du régime Marcos. Ces derniers, j'en suis convaincu, sont totalement incapables de prendre le pouvoir. Mais, en combinaison avec l'aile Enrile de l'appareil militaire, ils peuvent poser de sérieux problèmes au gouvernement Aquino. ■

Propos recueillis par Paul PETITJEAN, Manille-Quezon City, le 16 août 1986.

3. La présidente Aquino a annoncé, le 5 novembre, que des élections législatives auront lieu le 11 mai 1987, suivies plus tard par des élections provinciales et locales. La tenue effective de tous ces scrutins dépend évidemment de la ratification du projet de Constitution par un référendum qui doit se tenir, lui, le 2 février 1987.

## BELGIQUE

### Soutien aux lutttes ouvrières

*Depuis la première grève des cheminots de la fin janvier, la Belgique a connu quatre mois de mobilisations ouvrières contre les attaques du gouvernement Martens (cf. Inprecor numéro 224 du 21 juillet 1986). Les chantiers navals, soumis à un plan drastique de restructuration, sont un des points forts des lutttes ouvrières en Belgique, que suivent attentivement nos camarades du Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IVe Internationale. Nous reproduisons ci-dessous une motion de solidarité émise par le bureau politique du POS et publiée dans La Gauche du 21 octobre 1986.*

Le POS félicite la CMB-Waasland (centrale des métallos FGTB du Pays de Waas) de son opposition ferme à la restructuration des chantiers navals de Boel et Cockerill. Cette restructuration, le gouvernement et le patronat veulent la réaliser au prix d'une perte massive d'emplois. La CMB-Waasland est l'exemple de ce que doit être un syndicat, un instrument de lutte pour défendre les travailleurs qui luttent pour leurs intérêts.

Le POS défend les revendications de la CMB-Waasland : pas de licenciements, réduction du temps de travail sans perte de salaire, pas de flexibilité, maintien des acquis sociaux. Ce sont des revendications avec lesquelles une grande majorité des ouvriers, quel que soit leur syndicat, sont d'accord. Comme le demande la CMB-Waasland, la convention de restructuration doit être cassée, il faut de nouvelles négociations. Une fois de plus, le gouvernement Martens montre qu'il est le gouvernement des patrons : le plan de Val Duchesse impose la restructuration, telle que le patron la souhaite. Il faut chasser ce gouvernement !

Le POS blâme le comportement de tous les autres syndicats, la CCMB (Centrale chrétienne des métallos), le PMB (Centrale FGTB des métallos d'Anvers) et les deux syndicats des employés, qui ont tous signé l'accord sans consulter leurs membres. En agissant de la sorte, les dirigeants syndicaux envoient leurs membres à l'abattoir et ils laissent les mains libres aux patrons pour licencier les délégués et les militants combatifs et pour décapiter les forces syndicales sur les chantiers, afin de pouvoir donner ultérieurement le coup de grâce.

Le POS appelle tous les partis ouvriers à constituer un front politique autour de la CMB-Waasland, pour soutenir

les revendications et les actions syndicales, et pas comme le fait le Parti socialiste dans sa proposition qui accepte une restructuration sur le dos des travailleurs. Celle-ci a d'ailleurs été rejetée par la CMB-Waasland.

Le POS fera tout pour développer la solidarité la plus large avec les ouvriers de Boel. L'unité est la question centrale. Le POS soutient en particulier la proposition de constituer un seul front de tous les travailleurs des entreprises menacés de licenciements massifs, et cela par-dessus les frontières linguistiques. ■

## MARXISME

### Congrès

### Gramsci Mariatégui

Du 2 au 5 octobre 1986 a eu lieu à Hambourg un colloque international consacré à Antonio Gramsci (1891-1937) et à José Carlos Mariatégui (1894-1930). Le premier fut l'un des fondateurs du Parti communiste italien, tandis que le second fut l'un des créateurs du Parti socialiste du Pérou, d'où sortit par la suite le Parti communiste.

Organisé par les comités Pérou et des militants allemands, cet événement a connu un grand retentissement. Y assistèrent des intellectuels et des représentants d'organisations politiques de différents pays d'Europe (France, Espagne, Italie, Allemagne), d'Amérique latine (Argentine, Chili et, bien sûr, Pérou), et même un représentant du Parti communiste chinois. Ce colloque se voulait aussi un contre-événement au « Festival Amérique ibérique », qui se déroulait au même moment sous le patronage des autorités culturelles de Hambourg avec la présence, parmi d'autres gens du monde, des représentants du régime de Pinochet.

Le but du colloque était d'approfondir la compréhension des œuvres de Gramsci et de Mariatégui, ainsi que de déceler, grâce aux divers rapports et débats, les traits communs existant entre ces deux marxistes.

Les participants analysèrent dans quelle mesure le séjour de Mariatégui en Europe, de 1919 à 1923, fut décisif pour son évolution postérieure. En Europe, il rencontrera une forte classe ouvrière, tout au contraire du Pérou, dominé par une économie rurale. De même fut souligné le rôle très important que Mariatégui attribuait aux Indiens pour libérer le Pérou du joug impérialiste. Il perçut chez les mineurs indiens les signes avant-coureurs de la formation d'un prolétariat indien. Il décela aussi les causes du combat des travailleurs blancs et mérités. Quelques orateurs établirent des similitudes entre les positions de Gramsci

sur la question agraire en Italie du sud et le point de vue de Mariatégui sur la situation des Indiens. Le colloque fut également l'occasion d'un rapport sur la situation actuelle au Pérou.

Mariatégui et Gramsci ont surtout en commun une importante œuvre théorique, libre de tout dogmatisme, ce qui leur valut d'être taxés d'hétérodoxes par les tenants de l'idéologie marxiste « officielle ». Tous deux s'efforcèrent d'expliquer les phénomènes nationaux et internationaux avec une grande rigueur. De même, leur activité politique visait à doter les prolétariats italien et péruvien d'un instrument de combat, d'une véritable organisation de classe.

Ce colloque mérite d'être mis en exergue, dans la mesure où la richesse des débats qui l'ont animé, a montré que le marxisme est toujours d'actualité. ■

## IVe INTERNATIONALE

### Rencontre européenne

Les représentants des bureaux politiques des sections de la IVe Internationale en Europe capitaliste ont tenu une de leurs réunions périodiques du 28 octobre au premier novembre. Ont participé à cette réunion des camarades venant de Belgique, Pays-Bas, RFA, Autriche, Suède, Suisse, Italie, France, Etat espagnol, Portugal, Danemark, Luxembourg et Grande-Bretagne.

Le premier rapport a analysé la situation socio-économique en Europe. Il a mis notamment en relief la profondeur de la crise qui déchire les pays capitalistes et dont les classes dominantes ne pourront se sortir en douceur. C'est dans une telle perspective que les organisations révolutionnaires doivent se construire tout en étant conscientes des difficultés auxquelles le mouvement ouvrier se heurtera pour toute une période.

En deuxième point à l'ordre du jour, était une discussion sur la situation en République fédérale allemande à la veille des élections législatives et des perspectives à court et moyen terme en ce qui concerne les lutttes ouvrières. La discussion a souligné notamment l'importance du combat que vont livrer des syndicats importants comme l'IG Druck und Papier (syndicat de l'imprimerie) et l'IG Metall (syndicat de la métallurgie).

Par la suite, les participants ont écouté un rapport sur la situation en Grande-Bretagne et, plus particulièrement, sur les problèmes qui se posent dans le Labour Party et dans son aile gauche, comme dans les syndicats.

Le quatrième rapport, effectué par un membre du bureau politique de la

LCR française, analysait la crise du Parti communiste français et soulignait l'importance des débats qui se développent dans les courants qui s'opposent à la ligne et aux pratiques organisationnelles de la direction Marchais. Un membre du bureau politique de la LCR italienne a fait un rapport complémentaire sur la situation dans le PCI.

Finalement, une discussion a eu lieu sur quelques problèmes du féminisme et du mouvement des femmes à l'heure actuelle, notamment l'offensive idéologique bourgeoise, les tentatives d'intégration du mouvement dans les institutions étatiques et les rapports avec les organisations ouvrières. ■

## SUISSE

### Manifestation anti-raciste à Berne

Le samedi 27 septembre dernier, le Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS) a organisé à Berne, la capitale fédérale, sa première manifestation nationale sous le signe de l'antiracisme. Sept mille personnes ont répondu à l'appel de cette association.

Le MODS a été créé le 13 juin dernier à l'occasion d'une manifestation symbolique à la douane des Verrières. Par cette action, il voulait témoigner de l'existence d'une autre Suisse que celle qui expulse travailleurs immigrés et réfugiés politiques. A l'origine de ce mouvement, une poignée de militants issus d'horizons différents, faisant rarement partie d'organisations politiques, convaincus que nombreux sont ceux qui peuvent être réunis par un tel projet. Le trait d'union entre ces personnes est une Charte à laquelle chacun est invité à adhérer.

Quels sont les thèmes de ce document ? Il se présente comme la matrice d'un projet plus général de rassemblement de toutes les volontés de résistance à la politique gouvernementale. Il se limite à une seule problématique, celle des rapports qu'entretient la Suisse avec le reste du monde, ce qui englobe à la fois la question de l'intégration des travailleurs étrangers habitant en Suisse au mouvement de transformation sociale, la question de la protection des réfugiés politiques, et la lutte pour une politique internationale qui restitue aux peuples pillés et opprimés leur richesse et leur dignité. Voilà en quelques lignes le contenu de cette Charte.

La mobilisation impulsée par le MODS fait suite à toute une série d'actions qui sont menées depuis 1984, contre le racisme et le démantèlement du droit d'asile. En effet, à partir de cette date, les étrangers qui demandent à pouvoir bénéficier de ce droit, notamment les Turcs et les Tamouls, sont devenus la cible privilégiée de toute l'extrême droite, de la droite xénophobe, et même, il faut le déplorer, de certains porte-parole du mouvement ouvrier. Depuis deux ans, de nom-

breuses manifestations ont lieu dans différentes villes de Suisse. Pendant cette période, les listes électorales unitaires auxquelles participent nos camarades du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de l'IVE Internationale, ont mis l'accent sur ces questions.

L'ensemble de ces activités souligne la permanence d'une réelle opposition à la politique suivie par le gouvernement de la Confédération helvétique en matière de racisme et d'accueil des réfugiés politiques, et laisse à penser que cette mobilisation du MODS ne sera pas la dernière, loin de là. ■

## ETATS-UNIS

### Contre l'intervention US en Amérique centrale

Des milliers de personnes ont défilé dans une douzaine de villes des Etats-Unis, le 25 octobre dernier. Ces protestations, organisées à l'initiative de l'Action nationale pour la paix, l'emploi et la justice, étaient appelées pour protester contre l'intervention américaine en Amérique centrale, contre les relations qu'entretiennent les USA avec l'Afrique du Sud, et contre la course aux armements. Dans chaque ville où se sont déroulées les manifestations, des comités locaux avaient été mis sur pied, formés de groupes d'étudiants, d'organisations de solidarité avec l'Amérique centrale, de comités anti-apartheid, etc.

La plus importante de ces manifestations s'est tenue à Washington. Quatre mille personnes y ont participé et ont assisté au meeting de clôture où ont pris la parole un représentant du Congrès national africain (ANC), un syndicaliste salvadorien du FENESTRAS, et Estela Rocha, représentante de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) du Nicaragua. En se référant aux 100 millions de dollars attribués à la contra par le Congrès, en juin dernier, cette dernière a déclaré devant les manifestants enthousiastes : « *Nous, Nicaraguayens, nous pensons que les dollars qui viennent de vos impôts devraient rester ici pour résoudre les problèmes d'ici. (...) Pourquoi le gouvernement américain ne les utilise-t-il pas pour réouvrir les aciéries de Pennsylvanie qui ont été fermées ? Ainsi, les sidérurgistes pourront retourner au travail.* »

Enfin la vice-présidente de l'Organisation nationale des femmes (NOW) a conclu en disant : « *Nous devons reprendre les rues pour arrêter la marche à la militarisation. Et la meilleure façon de commencer, c'est de mettre fin à la sale guerre contre le Nicaragua.* »

A San Francisco, la manifestation a rassemblé plus de 2 000 personnes, de même qu'à New York, où l'on pouvait remarquer un important cortège de la « Marche pacifique pour le désarmement nucléaire », qui s'oppose depuis longtemps à la politique belliciste du gouvernement américain.

D'autres manifestations sont prévues pour le 1er novembre, et rendez-vous a été pris pour accentuer la mobilisation en 1987. ■

### INPREKOR POLONAIS CONSACRÉ A LA IVE INTERNATIONALE

Ce numéro spécial d'*Inprekor* polonais comporte une sélection des différents aspects de l'histoire, de l'expérience, de la théorie et du programme de la IVE Internationale.

Il contient également des articles sur la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, l'Opposition de gauche, la révolution permanente, la révolution chinoise, le fascisme en Allemagne, la révolution espagnole, la fondation de la IVE Internationale.

Pour recevoir ce numéro spécial de 128 pages (hors abonnement), écrire à : *Inprekor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Prix de soutien : 50 francs.



### CZWARTA MIĘDZYNARODÓWKA

WYBRANE ASPEKTY HISTORII, DOŚWIADCZEŃ, TEORII I PROGRAMU